

L'ENVOYÉ PERSONNEL DU SG
DE L'ONU, STAFFAN DE MISTURA

«Le droit à l'autodétermination, fondement de tout règlement au conflit»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION ET LA DROGUE

Protection renforcée pour les lanceurs d'alerte

Lire l'article de M. Aziza page 3



AIR ALGÉRIE Deux nouvelles lignes entre Alger, Nantes et Strasbourg

P. 4



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

RÈGLEMENT DE LA CRISE

Les Libyens seuls concernés

P. 4



COMMUNICATION

Le ministre rencontre des directeurs de journaux privés

P. 3



SAIDAL

Trois unités de production dans le Sud

P. 5

M'SILA

Quatre morts et 6 blessés dans une collision

P. 5

Ghaza
**Les Palestiniens
ne veulent pas d'une
«force d'occupation»**

**Vendredi, 29^e jour du cessez-le-feu,
Israël continue de violer
unilatéralement l'accord de Charm Al-
Cheikh, en poursuivant ses attaques
meurtrières contre les civils de Ghaza et
en ne respectant pas le volet des aides
humanitaires préconisé par le «plan de
paix», et ce en total accord avec
l'administration Trump.**

Mohamed Mehdi

Un enfant a été blessé vendredi après avoir été pris pour cible par les forces d'occupation israéliennes dans le quartier de Shujaiya, à Ghaza», rapporte l'agence palestinienne Wafa.

«L'enfant a été transporté à l'hôpital Al-Ahli Arabi (hôpital Baptist) après avoir été touché par une bombe larguée d'un drone israélien dans la rue Al-Sikka, à l'est du quartier de Shujaiya.

A El Qods, «deux adolescents palestiniens ont été tués par des tirs de l'armée israélienne dans la nuit de jeudi à vendredi à Al-Judeira, au nord-ouest du gouvernorat» et leurs ont été retenus par les autorités d'occupation, rapporte également Wafa citant le ministère palestinien de la Santé. «Les victimes sont Mohammad Abdallah Taim et Mohammad Rachad Fadl Qassem, tous deux âgés de 16 ans. Les forces israéliennes ont ouvert un feu nourri sur les adolescents dans le quartier d'Al-Hara Al-Fouqa, à proximité du mur de séparation, entraînant leur décès», ajoute la même source.

En Cisjordanie occupée, un jeune Palestinien a été blessé par des tirs de l'armée sioniste vendredi au niveau du checkpoint d'Atara, au nord de Ramallah.

Des sources locales ont indiqué à Wafa que «les forces d'occupation ont ouvert le feu sur un véhicule, blessant le jeune homme à l'épaule. Il a été immédiatement transporté à l'hôpital pour recevoir des soins».

**DES DIZAINES
DE PRODUITS INTERDITS :
L'OCCUPATION POURSUIT
SA POLITIQUE DE FAMINE**

En plus de ne pas respecter le nombre de camions quotidiens stipulé dans l'accord de cessez-le-feu, l'entité sioniste empêche l'entrée d'au moins 8 produits essentiels à Ghaza, poursuivant ainsi sa politique de famine imposée à la population de l'enclave.

Depuis le début du cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, «seuls 4.453 camions sur 15.600» sont entrés

dans la bande de Ghaza, ce qui correspond à une moyenne journalière de «171 camions contre les 600 prévus dans le volet humanitaire de l'accord», a indiqué, jeudi, le Bureau des médias du gouvernement dans un communiqué.

«Ces quantités ne couvrent pas les besoins minimaux en alimentation, en soins médicaux et en produits de première nécessité», ajoute le document qui précise que «l'occupation prive la population civile de la bande de Ghaza de plus de 350 produits et denrées alimentaires essentiels, indispensables aux enfants, aux malades, aux blessés et aux personnes vulnérables».

«Les œufs, les viandes rouges et blanches, le poisson, le lait et les produits laitiers (fromages...), les légumes, et les compléments alimentaires, ainsi que des dizaines d'autres produits nécessaires aux femmes enceintes, aux malades et aux personnes immunodéprimées», indique le communiqué.

«À l'inverse, l'occupation autorise l'entrée de quantités importantes de produits sans valeur nutritive, tels que les boissons gazeuses, le chocolat, les plats préparés et les chips, qui arrivent sur les marchés à des prix plus de 15 fois supérieurs à leur valeur réelle», souligne le Bureau des médias.

**REJET D'UN PROJET DE
RÉSOLUTION AMÉRICAIN**

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a annoncé, vendredi, qu'il «rejette le projet de résolution américain soumis au Conseil de sécurité concernant la force internationale à Ghaza qu'il transforme en force d'occupation et porte atteinte à la souveraineté palestinienne».

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a réaffirmé, vendredi dans un communiqué, son «rejet du projet de résolution du Conseil de sécurité proposé par les États-Unis, en partenariat avec Israël, concernant la force internationale à Ghaza» qu'il transforme en «force d'occupation», ce qui «constitue une atteinte à la souveraineté palestinienne et une tentative de normaliser la présence



ANALYSE

Mustapha AGGOUN

Il suffit aujourd'hui d'un incident, d'une déclaration, d'un fait divers qu'il soit minime ou majeur pour que les réseaux sociaux s'enflamment. Une

avalanche de commentaires, d'analyses improvisées et de jugements tranchés déferle, submergeant la raison sous les vagues de l'émotion. Tout le monde s'exprime, tout le monde commente, tout le monde sait.

Et dans ce vacarme numérique, la vérité se perd, l'objectivité s'étirole, et la nuance disparaît.

Pendant ce temps, les acteurs politiques, pourtant censés structurer le débat public, observent un mutisme déroutant. Là où l'on attendait des voix responsables, mesurées, éclairantes, on ne trouve souvent que silence ou timidité. Résultat : les réseaux sociaux occupent le vide, imposent leurs propres rythmes, leurs colères, leurs emballements.

Ce qui pouvait être un formidable outil de participation citoyenne est en train de devenir une foire de subjectivités, un espace où la désinformation prospère plus vite que la réflexion. Entre le vrai, le presque vrai, le faux assumé et le mensonge viralisé, la frontière se brouille. Le « like » et le « partage » remplacent l'argument, la viralité supplante la véracité.

On invoque souvent la liberté d'expression comme un étendard, mais ce noble principe perd son sens quand il se transforme en défouloir collectif. La liberté n'est pas le dé-

**Quand la liberté
d'expression vire à
l'anarchie numérique**

sordre ; elle suppose responsabilité, rigueur et respect des faits. Sans ces garde-fous, la parole se dégrade, et avec elle, le débat public tout entier. Certains voient dans cette effervescence numérique une forme de vitalité démocratique.

C'est vrai, à condition que la liberté ne se mue pas en licence, et que la parole ne devienne pas un instrument d'intimidation ou de manipulation. Or, trop souvent, l'opinion s'emballe, juge avant de comprendre, condamne avant d'écouter.

La rapidité du clic a remplacé le temps de la réflexion. Les fake news ne sont plus de simples erreurs : elles sont devenues des armes. Elles façonnent les perceptions, altèrent les réputations et installent une défiance généralisée. La démocratie elle-même s'en trouve fragilisée, car une opinion publique désinformée devient une opinion manipulable.

Face à cette dérive, il ne s'agit pas de prôner la censure ni de diaboliser les réseaux sociaux : ils sont désormais un fait social majeur, un espace incontournable de débat et de visibilité. Mais il faut réapprendre la discipline de la parole, l'art de vérifier avant d'affirmer, de comprendre avant de juger.

Les réseaux sociaux peuvent être un moyen efficace à condition d'être apprivoisés. Car si la liberté d'expression est un droit, l'abus de parole est pire que la censure. Et à force de tout dire, sans discernement ni mesure, on finit par ne plus rien entendre.

ce de l'occupation sous couvert international».

Le Front souligne «la nécessité pour toute force internationale de respecter le droit international humanitaire et les Conventions de Genève, reconnaissant Israël comme puissance occupante responsable de la protection des civils». Pour le FPLP la force internationale doit «s'abstenir de toute

ingérence dans les affaires intérieures palestiniennes ou d'imposer une solution qui menace le droit du peuple à la résistance légitime et à l'autodétermination».

Sur la question des armes de la résistance, le FPLP dénonce «l'exagération» qui présente cette question comme s'il s'agissait d'un «conflit équilibré avec l'occupation». «Notre peuple est con-

fronté à une force militaire brutale, dotée d'armements sophistiqués, qui perpètre toutes les formes de massacres et d'extermination à son encontre», affirme le FPLP qui insiste que «toute discussion relative à la réglementation des armes doit demeurer une affaire intérieure nationale, gérée par consensus national et sous l'administration de Ghaza».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Lutte contre la corruption et la drogue Protection renforcée pour les lanceurs d'alerte

Les pouvoirs publics multiplient les efforts pour lutter contre le trafic des drogues et la toxicomanie qui touche de plus en plus de jeunes et d'adolescents.

M. Aziza

La démarche adoptée est globale mêlant prévention, accompagnement et répression. Cela englobe les campagnes de sensibilisation, la prise en charge médicale et psychologique des toxicomanes, mais aussi le durcissement des peines contre les trafiquants.

C'est ce qu'a expliqué le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, en réponse aux questions orales des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une plénière tenue jeudi dernier. M. Boudjemaa est revenu devant les parlementaires sur les dispositions de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, mise en place conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Et de rappeler que la loi adoptée dans ce cadre comprenait des dispositions aussi bien préventives que coercitives. Tout en précisant que « les peines contre les narcotrafiquants ont été durcies, notamment à travers l'activation des dispositions relatives à la réclusion à perpétuité et à la peine capitale ». Et d'ajouter que « le débat sur les deux projets de décrets portant sur les modalités de dépistage de la drogue lors des concours de recrutement et en milieu scolaire se poursuit ».

Sur ce point précis le Syndicat algérien des laboratoires d'analyses médicales (SALAM) s'est déjà exprimé en se disant prêt à contribuer significativement dans ce plan de lutte mais en demandant d'apporter des éclaircissements et des précisions sur comment procéder.

LA MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ EST CRUCIALE

Le ministre de la Justice a salué, dans le même contexte, la conscience citoyenne et annoncé de nouvelles mesures pour protéger les lanceurs d'alerte. Et de préciser depuis l'APN que la dénonciation peut se faire par tout moyen (téléphone, écrit, ou même via les réseaux sociaux). En citant à titre d'exemple la récente affaire du criminel « Hicham El Wahrani ». Le ministre a affirmé que son département valorise ces signalements, précisant que la justice les prend en considération à condition qu'ils

soient objectifs et précis. Notamment, dans les affaires de corruption ou dans des affaires d'autres domaines tels que le trafic de drogue ou de contrebande.

Selon M. Boudjemaa, la loi prévoit des mesures de protection pour les lanceurs d'alerte, notamment dans les affaires de corruption, à travers des dispositions procédurales et non procédurales. Il explique que les mesures non procédurales comprennent la dissimulation des informations liées à l'identité du lanceur d'alerte, la mise à disposition d'un numéro de téléphone spécial, et parfois une protection physique rapprochée. Quant aux mesures procédurales, elles consistent à ne pas mentionner son identité dans les documents judiciaires, à utiliser un pseudonyme, à omettre son adresse réelle dans les dossiers, et à lui permettre de témoigner sous une identité protégée.

UNE RÉCOMPENSE FINANCIÈRE POUR LES LANCEURS D'ALERTE

Le ministre a fait état de la préparation d'un texte réglementaire visant à encourager les lanceurs d'alerte, notamment par l'octroi de récompenses financières dans les affaires de trafic de drogue. En ajoutant que dans les affaires de contrebande, le dénonciateur peut être exempté de poursuites judiciaires, voire bénéficier d'une réduction de peine s'il est impliqué dans l'affaire, à condition d'avoir signalé les faits avant le déclenchement de l'action publique.

L'Etat encourage ainsi la politique du signalement et renforce l'implication de l'ensemble des acteurs, notamment la société civile, dans la lutte contre la drogue. Tout en assurant la protection des lanceurs d'alerte.

Pour rappel, le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, avait annoncé la mise en place d'un numéro vert dans le cadre de la prévention de la consommation de drogue en milieu scolaire. Il avait appelé toutes les parties concernées à s'engager dans l'effort national visant à endiguer ce fléau. Et ce, lors du lancement de la caravane nationale de sensibilisation aux dangers de la drogue et des substances psychotropes en milieu scolaire, dimanche dernier.

Communication Le ministre rencontre des directeurs de journaux privés

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a rencontré, jeudi, des directeurs de journaux privés, dans le cadre d'une série de rencontres consultatives avec les différents acteurs du secteur de l'information, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, le ministre a mis l'accent sur l'importance de la presse écrite en tant que « levier essentiel dans le paysage médiatique national, insistant sur « la nécessité de respecter la déontologie et l'éthique professionnelle et d'assurer une information professionnelle et responsable au service de l'intérêt général, en adoptant des approches économiques et administratives modernes à même de garantir la pérennité et la compétitivité des entreprises médiatiques, et de renfor-

cer le travail institutionnel », précise-t-on de même source.

M. Bouamama a appelé également à renforcer la coordination entre les institutions médiatiques et le ministère de la Communication, pour développer les mécanismes d'appui et d'accompagnement, y compris l'activation « prochaine » du Fonds de soutien à la presse en Algérie, ajoute la même source.

Dans ce contexte, le ministre a rassuré que l'installation des autorités de régulation et la finalisation de la promulgation des lois régissant le secteur interviendront « prochainement », dans le cadre du parachèvement du processus d'organisation du secteur de manière à garantir davantage de transparence dans sa gestion, tel que stipulé par la législation.

A cette occasion, M. Bouamama

a mis l'accent sur l'importance de la formation, étant une priorité essentielle dans la stratégie du ministère et un axe important pour développer la compétence des ressources humaines au sein des institutions médiatiques, soulignant que la promotion de la performance journalistique passe inéluctablement par la formation continue et l'adaptation aux évolutions technologiques et professionnelles.

Pour leur part, les directeurs de journaux privés ont salué la tenue de cette rencontre, au cours de laquelle ils ont exposé leurs préoccupations et formulé leurs propositions visant à promouvoir les médias nationaux et à renforcer leurs rôle pour un assurer un service public médiatique à la hauteur des attentes, conclut le communiqué.



Belkacem Ahcène Djaballah

France droitière: l'«obsession» anti-algérienne

Depuis quelque temps, le Nord global et tout particulièrement certains pays d'Europe connaissent l'émergence, aux commandes de l'Etat, de régimes politiques droitiers. Promotion d'un large libéralisme économique mais aussi et surtout, ce qui n'est pas sans conséquence sur les relations avec les pays du Sud global.

D'abord et avant tout autour de la question migratoire, tout particulièrement celle venant des pays africains, en passant par les pays maghrébins sous la forme répandue de l'immigration clandestine. Vient ensuite un certain rejet (ou non acceptation), de plus en plus déclaré publiquement à travers des médias acquis à la cause de toutes cultures autres que celle dite « judéo-chrétienne ». Avec pour fixation la peur panique d'un « grand remplacement » par l'Islam, d'abord et avant tout.

Cependant, cependant, on note plusieurs formes de « droite politique » dont l'une est assez « national-souverainiste », raciste, suprémaciste, illibérale et une autre « patriotico-souverainiste », libérale, réaliste, ne rejetant pas les « autres », tout particulièrement toutes celles et tous ceux jugés « utiles » les immigrés et les musulmans y compris.

Deux exemples (et il y a en a bien d'autres):

- La France, avec son extrême-droite (et son « Rassemblement national » héritier du Front national) et sa nouvelle « droite-extrême » englobant désormais tous les « Républicains » et leurs proches.

On y retrouve des noms aux consonances n'ayant rien à voir avec le « français de souche ». Filles et fils d'immigrés ou descendants de harkis et/ou de colons ou affreux rejetons d'anciens tortionnaires durant la « guerre d'Algérie ». Une guerre perdue et une défaite qui leur reste, aujourd'hui encore, au travers de la gorge : J. Bardella, E.J.L. Moïse Zémour, P. Lelouch, E. Macias, H. Mayer, M. Valls, C. Kelly, R. Kahn, « Arthur », né J. Essebag, S. Mabrouk, G.W. Go Idnadel, J. Dray, N. El Moadden, C. Estrosi, B-H Levy, E. Levy, G. Fennech, E. Ciotti, L. Sarkozy, H. Chelghoumi, P. Amar, R. Enthoven, G. Attal, S. Knafo, F. Dati, E. Orsena, H. Korsia, A. de Benedetti et bien d'autres dont des « indigènes » rancuniers comme X. Drien-court, M. Le Pen, P. de Villiers, etc...Tous viscéralement israélo-sionistes qui plus est. Par nature ? Par calculs ? Par dépit ? Islamophobes, immigraphobes, arabophobes, africanophobes, algérophobes : Unissez-vous ! Toutes et tous de grands enragé (e)s et c'est à qui (dé-) gueulera le plus sur l' « autre » L'autre... l'étranger, toujours chargé de tous les maux d'un Etat ayant perdu ses repères révolutionnaires de 1.789 et bien de ses « bijoux » de famille, à l'exclusion de la Tour Eiffel et du Moulin rouge !

- L'Italie avec, au pouvoir déjà depuis plusieurs an-

nées, d'un parti de droite certes, mais un parti (et des dirigeants dont l'époustouflante, étonnante et belle Georgina Meloni, la nouvelle « femme forte de l'Europe ») réussissant à pratiquer une politique économique libérale, souverainiste certes mais plus patriotique (celle qui sait où se trouvent les intérêts, à moyen et long termes, du pays) qu'aveuglement nationaliste. Il est vrai que l'Italie n'a aucun « compte à régler » avec son passé, d'autant qu'elle a déjà courageusement reconnu son (court et assez limité) passé colonial.

* Quelques citations extraites du « Dictionnaire des citations algériennes », Ed.El Qobia, Alger

- Nul ne peut nier qu'il sévit actuellement en Europe- et particulièrement en France- une vague d'anti arabisme qui a ses origines non seulement dans la guerre d'Algérie mais aussi dans un esprit de croisade qui n'a jamais complètement disparu (Taleb-Ibrahimi Ahmed, « Lettres de prison (1957-1961) ». Essai © Editions Dar El Oumma, Alger 2010 (Edition augmentée. Première édition en 1966 et deuxième en 2001)

- Le particularisme et l'universalisme structurent le racisme en France. J'ai constaté que le droit étatique racialisait tout en niant la race et inversement (Rachida Brahim, sociologue. Entretien © Liberté, mercredi 3 février 2021)

- Nous étions (Prisonniers dans un camp allemand nazi, affecté spécialement aux Noirs, Arabes, Kabyles, Juifs, Jaunes, Blancs cassés...) moins que des Pas Grand-Chose. Nous étions de la pisser, la merde et la vomissure de cette guerre (Akli Tadjer, « D'amour et de guerre ». Roman © Casbah Éditions, Alger 2021)

- Toujours (en Algérie colonisée), le réflexe raciste l'emporte sur le sentiment de solidarité de classe (Jean El Mouhoub Amrouche. « Lettre à François Mauriac », décembre 1955. Extrait © L'Expression, lundi 31 janvier 2022)

- C'est durant la guerre d'Algérie que s'est généralisée en France la pratique du contrôle racialisé (Fabrice Riceputi, « Ici on noya les Algériens » © Essai Editions Media Plus, Constantine 2021)

- Cette société (note: coloniale) était raciste « tous azimuts ». Ici, le français crache sur l'espagnol, qui crache sur l'italien, qui crache sur le juif et, tous ensemble, nous crachons sur l'arabe (Henri Alleg, 1981, rapportant le témoignage d'un membre de la communauté européenne d'Alger, cité in Aissa Kasmi « Algérie-France.132 ans de confrontation implacable (1830-1962) ». Essai © Editions Imtidat, Alger 2022)

- Racisme et apartheid sont maintenant au cœur de la démocratie occidentale (Ranabir Samaddar in Revue d'études et de critiques sociales Naqd, « Gaza ». Essais © Alger, octobre 2024, Hors série, n°8)

L'Envoyé personnel du SG de l'ONU, Staffan de Mistura «Le droit à l'Autodétermination, fondement de tout règlement au conflit»

L'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a affirmé que tout règlement au conflit du Sahara occidental, vieux depuis un demi-siècle, devait demeurer «politique, mutuellement acceptable et fondé sur le droit du peuple sahraoui à l'Autodétermination».

El-Houari Dilmli

Lors d'un briefing de presse, mercredi à Bruxelles, M. De Mistura s'est exprimé, pour la première fois, au sujet de la résolution 2797, adoptée par le Conseil de sécurité, le 31 octobre dernier, tout en saluant «un regain de dynamisme international» autour du dossier.

«Le véritable travail commence maintenant» pour amener les parties à une solution négociée conforme au Droit international, a-t-il dit. Et d'ajouter: contrairement à ce que certains pourraient laisser entendre, la résolution «n'impose pas de résultat prédéfini». «La participation aux négociations ne signifie nullement une approbation préalable de leurs conclusions», a estimé M. De Mistura, relevant que le Secrétaire général des Nations unies a pris acte des propositions des deux parties. Il a souligné que la résolution 2797 est «importante», non seulement de par son contenu, mais aussi parce qu'elle reflète une détermination internationale renouvelée pour résoudre un vieux conflit depuis un demi-siècle. «La résolution 2797, dans ses paragraphes soigneusement rédigés, établit un cadre pour les négociations. Elle ne prescrit aucun résultat prédéfini, car une solution durable ne peut découler que de négociations menées de bonne foi», a-t-il expliqué. «Il convient de rappeler que la par-

ticipation aux négociations ne signifie pas nécessairement l'acceptation préalable de leurs conclusions, mais que l'essentiel est d'y participer pleinement», a-t-il ajouté.

De Mistura a, en outre, précisé qu'au regard de l'appui et des prérogatives substantielles conférés par la résolution 2797 au Secrétaire général et à son envoyé personnel, la prochaine étape consisterait à inviter les parties à «soumettre leurs propositions et suggestions, pour que l'ONU puisse établir un programme général de pourparlers directs ou indirects, le cas échéant, sur les questions de fond». Il s'est également félicité de la prorogation du mandat de la MINURSO jusqu'en octobre 2026. «Cela contribuera, sans aucun doute, à créer un climat de stabilité en faveur des prochaines négociations», a-t-il dit. «Le véritable travail commence maintenant pour parvenir à une solution consensuelle à ce conflit vieux depuis un demi-siècle. Je compte sur les parties et les membres du Conseil de sécurité pour rester constamment engagés afin de maintenir la dynamique positive actuelle», a conclu l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental.

LE SOUTIEN DE MOSCOU AUX EFFORTS DE L'ONU

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Verchinine,

a réaffirmé, pour sa part, le soutien de son pays au rôle central de l'ONU dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

Lors d'un entretien téléphonique avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, les deux parties ont abordé les perspectives de règlement du conflit. «La conversation a principalement porté sur les efforts internationaux visant à faire progresser le règlement du conflit au Sahara occidental, à la lumière de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2797, le 31 octobre», précise un communiqué du ministère russe.

A cette occasion, la partie russe a réaffirmé son soutien au rôle central de l'ONU, dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable, fondée sur les résolutions précédentes du Conseil de sécurité et conforme aux principes de la Charte des Nations unies, notamment le droit à l'Autodétermination. Pour rappel, le Conseil de sécurité a prolongé d'un an le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La Russie, la Chine et le Pakistan se sont abstenus lors du vote.

Grande Bretagne

L'état de santé de l'Algérien ayant sauvé des vies dans un train «suivi de près»

L'état de santé du ressortissant algérien, Samir Zitouni, qui a risqué sa vie pour sauver des passagers dans un train en Grande Bretagne lors d'une agression au couteau, est suivi de près par les représentations diplomatique et consulaire algériennes, a indiqué le Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib. Contacté par l'APS au sujet de ce ressortissant, M. Chaib a assuré que «l'état de santé de notre concitoyen est suivi de près par nos représentations diplomatique et consulaire à Londres».

«Le Consul général d'Algérie à Londres, M. Abdelmadjid Amini, a été immédiatement chargé de se déplacer au chevet de la victime algérienne qui se trouve actuellement dans un état critique au niveau de l'hôpital d'Huntingdon situé à 120 km de la capitale britannique», indique le Secrétaire d'Etat. M. Chaib a tenu à saluer «la bravoure et l'héroïsme exceptionnels de notre concitoyen qui a suscité une vague de sympathie, de reconnaissance et d'admiration au niveau de la classe politique et de la société britanniques». «L'élan spontané de notre concitoyen d'apporter son aide et

son assistance intrépide à autrui quels qu'en soient les circonstances et les sacrifices n'est pas étranger aux valeurs algériennes ancestrales de courage, de vaillance et d'humanisme solidement enracinées chez nos compatriotes où qu'ils se trouvent dans le monde», a-t-il souligné.

«Notre Consulat général sur place continue à suivre l'évolution de l'état de santé de notre compatriote et reste pleinement mobilisé aux côtés des membres de la famille de la victime et des équipes médicales avec lesquels notre Consul général est personnellement en contact permanent», a-t-il conclu.

Air Algérie

Deux nouvelles lignes entre Alger, Nantes et Strasbourg

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé jeudi, dans un communiqué, l'ouverture de deux nouvelles lignes reliant Alger à Nantes et Strasbourg (France).

La vente des billets pour ces nouvelles destinations débute dès aujourd'hui, tandis que les premiers

vols sont programmés à partir du 1er décembre prochain, indique la même source. A travers cette initiative, Air Algérie réaffirme sa volonté de se rapprocher davantage de sa clientèle, en Algérie comme à l'étranger, et de répondre aux attentes de la diaspora algérienne, en

poursuivant l'expansion de son réseau et en diversifiant ses offres de voyage, précise le communiqué.

Air Algérie a invité les voyageurs à se rapprocher de ses agences commerciales ou contacter son centre d'appel au numéro 3302 pour toute information complémentaire.

Règlement de la crise Les Libyens seuls concernés

Les participants à la réunion ministérielle du Mécanisme tripartite des pays voisins (Algérie, Egypte et Tunisie) concernant la crise en Libye, tenue jeudi à Alger, ont réaffirmé l'importance et la centralité du «principe d'appropriation et de conduite», par les Libyens, du processus de règlement politique de la crise que traverse leur pays, avec l'appui des Nations Unies.

Le Communiqué final sanctionnant les travaux de la réunion, à laquelle ont pris part le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, le ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Ati, et le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti, a souligné l'importance et la centralité du «principe d'appropriation et de conduite», par les Libyens, du processus de règlement politique de la crise que traverse leur pays, avec l'appui des Nations Unies, afin de «consacrer la volonté politique de l'ensemble des enfants du peuple libyen dans la définition des contours de leur avenir» et de «préserver l'unité et l'indépendance de l'Etat de Libye, avec son territoire, son peuple et ses institutions».

Les ministres ont exhorté toutes les parties libyennes à s'engager activement dans le processus de règlement politique, à faire prévaloir la sagesse et le dialogue et à placer les intérêts supérieurs du pays au-dessus de toute autre considération, pour «surmonter les obstacles actuels qui entravent l'organisation concomitante d'élections présidentielle et législatives à même de permettre de tourner définitivement la page des divisions et de mettre un terme à cette crise qui a trop duré».

Les ministres ont également insisté sur «la nécessité de réaliser le processus de réconciliation nationale inclusive, avec la participation de toutes les composantes du peuple libyen», se disant convaincus du «caractère indissociable de la sécurité et du développement dans le règlement de la crise libyenne, en tant que piliers de la stabilité».

«L'absence de l'un rend l'autre inefficace», ont-ils soutenu, soulignant que la réalisation d'un équilibre entre les efforts de rétablissement de la sécurité, d'édification d'institutions efficaces et de renforcement du développement socio-économique est «la meilleure voie pour surmonter la division, consoli-

der l'unité nationale et permettre à la Libye de renouer avec la stabilité et la prospérité».

Ils ont également réaffirmé «les positions de principe de leurs pays rejetant toute forme d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de la Libye, comme l'une des raisons de la persistance de la crise, de l'accentuation des clivages politiques et institutionnelles et de la ruine des chances de réussite du processus politique, mais aussi comme une menace à la sécurité et à la stabilité de la Libye et des pays voisins», insistant sur «le retrait des mercenaires et des combattants étrangers de l'ensemble du territoire, la consolidation de l'accord de cessez-le-feu, le soutien au travail de la commission militaire conjointe et la réunification des institutions militaires et sécuritaires».

Les ministres ont aussi souligné l'importance de poursuivre la coordination entre les trois pays et les Nations Unies concernant les développements sur la scène libyenne pour «faire avancer le processus politique», précisant que «toute initiative dans l'intérêt du peuple libyen doit être menée en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, la Ligue arabe et l'Union africaine (UA)».

Ils ont, en outre, assuré qu'ils «continueront à se tenir aux côtés du peuple libyen dans la concrétisation de ses aspirations légitimes à la sécurité, à la stabilité et au développement», saluant «le rôle de l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations Unies, dans la défense des fondements de cette position commune, notamment ses efforts et démarches pour mettre en lumière la responsabilité qui incombe à la communauté internationale dans la préservation des ressources du peuple libyen et la garantie de la bonne gestion de ses avoirs financiers gelés».

Par ailleurs, la Tunisie et l'Egypte ont adressé leurs remerciements à l'Algérie pour l'accueil de cette réunion.

En conclusion, les ministres sont convenus de «tenir la prochaine réunion de ce Mécanisme à Tunis, à une date qui sera fixée ultérieurement via les canaux diplomatiques». Pour rappel, cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'engagement des trois pays frères à coordonner leurs efforts et à renforcer leurs démarches pour contribuer à la relance du processus politique visant à mettre fin à la crise libyenne et à faire aboutir le processus de règlement politique pacifique de cette crise, sous l'égide des Nations Unies, en s'appuyant sur la feuille de route onusienne proposée.

Saidal Trois unités de production dans le Sud

Le groupe public Saidal projette de réaliser de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques dans trois (3) wilayas du Sud, dans le cadre d'une stratégie nationale visant à renforcer l'industrie pharmaceutique, a annoncé jeudi le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri. Lors d'une séance de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Toufik Guezout, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, M. Kouidri a précisé que le groupe Saidal projetait de créer de nouvelles unités de fabrication de produits pharmaceutiques à Ouled Djellal, Ouargla et Tamanrasset. Il a ajouté que son département, en coordination avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), s'employait à encourager l'établissement de projets dans les wilayas de l'intérieur, les nouvelles wilayas et celles du Sud, où le foncier destiné à l'investissement est dis-

ponible, dans le but de créer des emplois au profit des habitants de ces régions.

Cette démarche, souligne-t-il, s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe visant la réalisation de certains de ses projets dans les wilayas du Sud, ainsi que dans le cadre du plan d'action du secteur de l'industrie pharmaceutique, qui repose sur le renforcement de la production des matières premières entrant dans la fabrication de médicaments, notamment ceux destinés au traitement du diabète, du cancer et des maladies cardiaques, ainsi que des antibiotiques. Plusieurs projets stratégiques en cours de réalisation devraient entrer en service d'ici fin 2026, ce qui marquera alors une «évolution qualitative» pour l'industrie pharmaceutique en Algérie, a-t-il dit. Concernant la disponibilité des produits d'anesthésie dentaire, le ministre a fait savoir qu'«à partir de l'année prochaine, quatre (4) entreprises entameront la production locale de ces produits».

Contrôle de conformité des véhicules à Alger Elargissement de l'opération à Boumerdès, Tipaza et Médéa

Les citoyens résidant dans la wilaya d'Alger peuvent désormais effectuer le contrôle de conformité de leurs véhicules au niveau des wilayas de Boumerdès, Tipaza et Médéa, et ce, pour améliorer les conditions d'accueil et alléger la pression sur les services des mines de la capitale, indique, mercredi, un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de «la mise en œuvre des dispositions de l'instruction interministérielle du ministère des Hydrocarbures et des Mines et du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, relative à «l'élargissement des prérogatives des ingénieurs des mines dans ces wilayas», ainsi qu'à «l'amélioration du service public et à la simplification des procédures administratives au profit des citoyens», précise la même source. Il s'agit également d'une étape «complémentaire aux projets numériques modernes lancés par le ministère, à l'instar de la plateforme «Markabati DZ» dédiée à la prise de rendez-vous en ligne pour le contrôle de conformité des véhicules, permettant ainsi aux citoyens de fixer un rendez-vous et de consulter aisément la liste des documents requis», selon le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transformation numérique, mise en œuvre conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser le ser-

vice public et à améliorer la qualité des services. L'objectif consiste en outre à «améliorer les conditions d'accueil des citoyens et à alléger la pression sur les services des mines de la wilaya d'Alger, à travers une meilleure répartition du volume de travail et un traitement plus rapide des dossiers, dans un cadre de transparence et de fluidité». Cette initiative s'inscrit également dans le cadre de «l'élargissement des prérogatives des ingénieurs des mines dans les wilayas voisines de la capitale, ce qui permet d'assurer un service public efficace et accessible, répondant aux attentes des citoyens en matière de gestion moderne et rapide». Les citoyens souhaitant effectuer le contrôle de conformité de leur véhicule sont invités à se présenter auprès du service des mines de l'une des wilayas mentionnées, munis du dossier complet du véhicule et d'un certificat de résidence délivré par l'une des communes de la wilaya d'Alger. Après l'opération de contrôle et la réception du PV de conformité (Annexe 1), le dossier final devra être déposé auprès de la commune de résidence dans la wilaya d'Alger pour finalisation des procédures d'immatriculation.

Les citoyens peuvent consulter la plateforme numérique via le lien: <http://www.markabatidz.energy.gov.dz>, pour plus d'informations sur les procédures à suivre ou pour réserver rendez-vous en ligne pour le contrôle de conformité, conclut la même source.

Pluies et chutes de grêle sur plusieurs wilayas du pays

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêle, avec rafales de vent sous orages, affecteront plusieurs wilayas du centre et de l'est du pays à partir d'aujourd'hui samedi, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), diffusé vendredi par l'Office national de météorologie.

De niveau de vigilance «Orange», le BMS concerne les wilayas de Tipaza, Alger, Blida, Boumerdes

et le nord de Bouira, avec des quantités de pluie estimées entre 20 et 40 mm et ce, de samedi à 18h00 à dimanche 12h00, précise la même source. Les pluies toucheront également les wilayas de Tizi Ouzou, le nord de Sétif, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf de samedi à 21h00 à dimanche à 21h00, avec des quantités estimées entre 30 et 50 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 70 mm.

Réunion entre les ministères des Hydrocarbures et de l'Energie La filière lithium sur de bons rails



Une réunion de coordination conjointe a été tenue, jeudi, entre les ministères des Hydrocarbures et des Mines et celui de l'Energie et des Energies renouvelables, consacrée au suivi de l'avancement du développement de la filière lithium en Algérie, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser les ressources nationales stratégiques et à promouvoir les industries d'avenir à forte valeur ajoutée, indique un communiqué conjoint des deux ministères.

La réunion, coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, s'est déroulée en présence de la Secrétaire d'Etat chargée des Mines, Mme Karima Bakir Tafer, ainsi que de plusieurs hauts cadres des deux départements ministériels et de leurs institutions sous tutelle. Elle a porté sur les moyens concrets de développement de la filière lithium, considérée comme un pilier majeure du processus de transition énergétique et un levier stratégique pour le renforcement de la souveraineté industrielle et technologique de l'Algérie, a précisé la même source.

Lors de la réunion, M. Arkab a présenté un exposé exhaustif

sur l'état d'avancement des projets d'exploration minière du lithium, notamment les études de terrain menées dans les wilayas de Tamanrasset et In Guezzam, en collaboration avec le groupe chinois Ganfeng Lithium Group, qui ont révélé des indicateurs prometteurs de la présence de cette ressource stratégique ainsi que d'autres minerais rares. Il a également abordé les étapes pratiques de la mise en œuvre du mémorandum d'entente récemment signé entre l'Office national de la recherche géologique et minière (ORGM), représentant du groupe Sonarem, et le professeur Karim Zaghib, expert international dans les technologies des batteries au lithium-fer-phosphate (LFP), visant à développer l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie du lithium en Algérie.

De son côté, M. Adjal a souligné l'importance de coordonner les efforts entre les différents secteurs concernés pour l'élaboration d'une feuille de route nationale intégrée comprenant les étapes de l'exploration, de l'extraction de la transformation chimique, d'industrialisation, de fabrication de batteries et de stockage d'énergie. Il a appelé, à ce titre, à impliquer les compétences nationales et les experts algériens établis à l'étranger dans ce processus en vue de bâtir une base scientifique et industrielle

solide. Les deux ministres ont fait observer que le développement de la filière lithium constituait l'un des piliers stratégiques du processus de l'Algérie nouvelle, du fait de son lien direct avec les secteurs des énergies renouvelables et du transport d'électricité, affirmant que ce projet est conforme aux objectifs de la transition énergétique nationale visant à réduire l'empreinte carbone et à diversifier les sources de revenus économiques. Au terme de la réunion, l'accent a été mis sur un ensemble de priorités pratiques, notamment l'accélération de la mise en œuvre du mémorandum d'entente avec le Pr Karim Zaghib, l'élaboration d'un programme de travail conjoint entre les deux ministères afin de développer la filière à moyen et à long termes, le renforcement de la coordination entre la recherche scientifique et l'industrie, et le lancement de projets pilotes pour la fabrication des matériaux actifs entrant dans la composition des batteries LFP.

Les deux ministres ont également souligné que le développement de la filière lithium constituait un choix stratégique pour bâtir une économie nationale fondée sur la connaissance et la technologie propre, tout en contribuant à la réalisation de la souveraineté énergétique et technologique de l'Algérie.

M'sila Quatre morts et 6 blessés dans une collision



Quatre personnes ont trouvé la mort et six autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi dans la commune d'El Houamed (M'sila), indique un communiqué de la Gendarmerie nationale.

Il s'agit, précise la même source, d'une collision entre une voiture de tourisme et un véhicule

de transport en commun sur la route nationale n 46, dans la zone d'El Moudjen, entre la commune d'El Houamed et la circonscription administrative de Boussaâda.

Les blessés ont été évacués par les services de la Protection civile vers les urgences médicales de l'hôpital Rezig-Bachir de

Boussaâda, tandis que les corps des personnes décédées ont été déposés à la morgue du même établissement de santé, ajoute le communiqué.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances précises de cet accident.

Sahara occidental Le retour des logiques de guerre froide et la diplomatie des échanges

Par Salah Lakoues

Entre rivalités de puissances, marchandisation diplomatique et décolonisation inachevée, le dossier du Sahara occidental illustre les fractures d'un ordre international en recomposition.

La nouvelle guerre froide : un monde à nouveau polarisé

Depuis le milieu des années 2010, les tensions internationales ont pris une tournure rappelant la guerre froide. Mais cette fois, les lignes de front sont multiples : Ukraine, Gaza, Taïwan, mer de Chine méridionale... Le monde n'est plus divisé entre deux blocs rigides, mais en pôles concurrents où s'affrontent visions du monde, intérêts économiques et stratégies militaires.

Les États-Unis, cherchant à préserver leur leadership, font face à la Russie et à la Chine, qui défendent l'émergence d'un ordre multipolaire fondé sur la souveraineté et la coopération régionale. Cette rivalité prend des formes nouvelles : guerres hybrides, pressions économiques, désinformation et alliances de circonstance. Symbole de cette tension croissante, Donald Trump a annoncé la possible reprise des essais nucléaires américains, interrompus depuis 1992. Ce retour à la logique de dissuasion renoue avec la rhétorique de confrontation nucléaire, rappelant les heures sombres de la première guerre froide et ravivant les craintes d'une nouvelle course aux armements. Ce climat d'escalade a des répercussions directes sur les zones de tension, notamment au Maghreb.

LE SAHARA OCCIDENTAL : UNE DÉCOLONISATION INACHEVÉE

L'histoire du Sahara occidental s'inscrit dans la longue durée du colonialisme européen. En 1884, l'Espagne a proclamé un protectorat sur la région du Río de Oro, officialisé par la Conférence de Berlin (1884-1885). Ce territoire n'avait aucun lien administratif ou politique avec le Maroc, qui ne fut placé sous protectorat franco-espagnol qu'en 1912. Constitué des provinces de Río de Oro et Saguia el-Hamra, le Sahara espagnol a été administré séparément jusqu'à la fin du régime colonial. Lorsque Madrid s'est retirée en 1975, la question du statut du territoire est restée non résolue. L'ONU continue de considérer le Sahara occidental comme un territoire non autonome, donc non décolonisé. Le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, revendique l'autodétermination du peuple sahraoui, tandis que le Maroc défend un plan d'autonomie sous sa souveraineté.

LE BIAIS MÉDIATIQUE OCCIDENTAL ET LE PRISME GÉOPOLITIQUE

Depuis 1975, la couverture médiatique occidentale des résolutions onusiennes sur le Sahara occidental a souvent été sélective et conforme aux intérêts diplomatiques des grandes puissances. Les médias ont mis en avant les positions soutenues par les États-Unis, la France ou le Royaume-Uni, tout en négligeant la dimension décoloniale et juridique du conflit. Pendant la première guerre froide, le Sahara occidental symbolisait déjà un affrontement entre deux blocs :

LE MAROC, ADOSSÉ AUX ÉTATS-UNIS ET À L'OTAN

Le Front Polisario, appuyé par les pays du Mouvement des non-alignés. Aujourd'hui encore, la narration dominante privilégie les

équilibres régionaux plutôt que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, transformant une lutte anticoloniale en simple rivalité diplomatique.

Le «deal» Trump-Maroc-Israël : la diplomatie des échanges

Massad Boulos, conseiller de Donald Trump pour l'Afrique, a révélé la logique du vote américain à l'ONU en faveur du plan marocain d'autonomie :

Le Maroc a reconnu Israël, en échange de la reconnaissance américaine de sa souveraineté sur le Sahara occidental. Ce troc diplomatique, inscrit dans les Accords d'Abraham, illustre la nouvelle diplomatie transactionnelle qui prévaut à Washington :

Les droits des peuples deviennent une monnaie d'échange géopolitique et « un commerce des peuples » entre États. Soutenu par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, ce «deal» a renforcé la « légitimité » du Maroc sur la scène internationale.

UNE VICTOIRE APPARENTE, UN PROCESSUS INACHEVÉ

Si la récente résolution du Conseil de sécurité en octobre 2025, appuyée par les puissances occidentales, a été présentée comme une « victoire diplomatique » marocaine, elle ne règle rien sur le fond. La prolongation du mandat de la MINURSO (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental) montre que le cœur du problème demeure la décolonisation. Le référendum d'autodétermination, prévu depuis 1991, n'a jamais été organisé. Le statu quo persiste, maintenant un équilibre fragile entre diplomatie d'influence et légitimité historique. Pour l'Algérie, le Sahara occidental reste une question de principe, une lutte pour le respect du droit international et des résolutions de l'ONU sur les territoires non autonomes.

LE SAHARA OCCIDENTAL AU PRISME DU MONDE MULTIPOLAIRE

Dans le contexte actuel, le conflit sahraoui s'inscrit dans la recomposition globale du monde.

Alors que les puissances occidentales s'alignent sur une diplomatie d'intérêts, la Russie et la Chine soutiennent une lecture du conflit fondée sur la souveraineté et la noningérence. L'Algérie, fidèle à son engagement historique dans le mouvement des non-alignés, défend cette approche, voyant dans la question sahraouie le prolongement des luttes anticoloniales africaines. Le Sahara occidental devient ainsi un miroir des fractures du système international : D'un côté, un bloc occidental attaché à ses alliances stratégiques ; De l'autre, un Sud global qui réclame un ordre mondial plus juste, fondé sur le droit international et le respect des peuples.

LA PAIX SUSPENDUE ENTRE DROIT ET PUISSANCE

Le dossier du Sahara occidental révèle toute la complexité d'un monde en transition. Entre les logiques de guerre froide, la diplomatie des deals et la résurgence nucléaire, le droit à l'autodétermination reste le grand oublié des calculs de puissance.

La prolongation du mandat de la MINURSO rappelle que la décolonisation n'est pas achevée.

Tant que le principe fondateur de l'ONU-le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes-restera subordonné aux rapports de force, le Sahara occidental demeurera un symbole des contradictions d'un ordre mondial en crise.

Un immigré élu maire de New York Zohran Mamdani ou l'art de troubler les puissants

Un jeune maire musulman à New York. Un vieux milliardaire à Washington. Deux mondes qui s'observent-et ne se ressemblent pas.

Par Laâla Bechetoula

New York a encore surpris le monde. Le 4 novembre 2025, elle a choisi un homme de 34 ans, né à Kampala, fils d'intellectuels africains d'origine indienne, pour diriger la ville des milliardaires. Zohran Mamdani, socialiste assumé, musulman tranquille, ancien rappeur et fils de réfugiés, a battu Andrew Cuomo, incarnation de l'establishment démocratique. Et, par ricochet, il vient d'entrer dans la tête de Donald Trump, comme une énigme que l'Amérique ne sait pas résoudre.

Un élu du Queens, sans fortune ni dynastie, devenu maire de la ville que les présidents rêvent toujours de conquérir. Pour un empire fondé sur les tours de verre et la peur du déclin, c'est presque une hérésie. Pour le reste du monde, c'est un signe : la politique américaine n'est plus ce qu'elle était.

UN FILS DE L'EXIL ET DE LA RUE

Né en 1991 à Kampala, Zohran Mamdani a grandi entre trois continents : l'Afrique de ses origines, l'Asie de ses ancêtres et l'Amérique de ses rêves. Son père, Mahmood Mamdani, est l'un des penseurs postcoloniaux les plus respectés au monde. Sa mère, Mira Nair, est cinéaste, autrice de Monsoon Wedding et Salaam Bombay!. Autant dire que le jeune Zohran est né dans une maison où les mots Empire et dignité faisaient partie du vocabulaire domestique.

Arrivé à New York à sept ans, il découvre la ville depuis le trottoir : les rues du Queens, les bus bondés, les loyers trop chers. Avant d'être politicien, il a été rappeur – sous le nom Young Cardamom. Ses textes parlaient d'exil, de fatigue et de survie : la même matière humaine que l'on retrouve aujourd'hui dans ses discours. Quand il entre en politique, ce n'est pas pour «faire carrière», mais parce qu'il a passé des années à aider les familles menacées d'expulsion dans le Queens. C'est là, dit-il, qu'il a appris ce qu'est la politique : «un toit, un repas, une parole tenue.»

L'ÉTHIQUE DU GESTE

Mamdani ne se distingue pas par ses slogans, mais par ses actes.

En 2021, alors député, il participe à une grève de la faim de quinze jours pour soutenir les chauffeurs de taxi new-yorkais étranglés par la dette. Un geste rare, presque archaïque, à l'heure des tweets et des talk-

shows. Mais ce geste lui a valu 450 millions de dollars d'allègements pour ces travailleurs. Une victoire sociale, à l'ancienne. Dans un pays saturé de communication, l'action est redevenue un langage.

C'est là tout le paradoxe Mamdani : il parle moins, mais agit mieux. Et cette cohérence, aujourd'hui, vaut plus qu'un million de followers.

LA CAMPAGNE DU PAVÉ ET DU PIXEL

Lorsqu'il déclare sa candidature à la mairie, en octobre 2024, la presse rit. Un député musulman de gauche, face à Andrew Cuomo, ancien gouverneur soutenu par Wall Street ? «Un fantasme», écrivent les chroniqueurs. Mais Mamdani a quelque chose que Cuomo n'a plus : le peuple.

Avec 50 000 bénévoles et une stratégie fondée sur le porte-à-porte et les réseaux sociaux, il tisse une toile humaine. Les vidéos tournées depuis son téléphone, parfois entre deux bus, deviennent virales. Il explique la crise du logement en deux minutes, les impôts locaux en une phrase, et l'espoir en un sourire. Les jeunes le suivent, les travailleurs l'écoutent. Le 24 juin 2025, il remporte la primaire démocrate dès le premier tour. Le 4 novembre, il devient le 1101^{er} maire de New York.

TRUMP DÉCOUVRE UN ADVERSAIRE IMPROBABLE

À Washington, Donald Trump ne s'en remet pas. Il l'appelle «le communiste du Queens», «l'ennemi d'Israël», «le rappeur islamiste». Et menace de couper les fonds fédéraux à la ville. Mais Mamdani, loin de répondre à l'insulte, glisse une phrase tranquille : «Dans ce moment d'obscurité politique, New York sera la lumière.»

Une phrase simple, mais qui a mis le feu aux réseaux. Là où Trump tonne, Mamdani murmure. Et l'Amérique découvre qu'il existe une autre manière de parler du pouvoir : sans colère, sans vengeance, mais avec la calme certitude de celui qui a connu la faim.

MUSULMAN ET MAIRE DE NEW YORK

Vingt-quatre ans après le 11 septembre, la ville des tours jumelles élit un musulman à sa tête. C'est un symbole d'une force inouïe, dans un pays encore hanté par sa propre peur. Issu de la communauté Khoja Shia, Mamdani défend un islam social, inclusif, presque universaliste : «Lummah, pour moi, c'est tous ceux qui refusent l'indignité.»

Ses adversaires y voient une menace, ses partisans un modèle. Mais ce qu'il impose, c'est un ton : celui d'un islam américain apaisé, qui ne cherche ni à s'excuser ni à s'imposer. Une foi

comme moteur d'équité. Ce simple fait – un musulman élu à New York – suffira à occuper Trump quelque temps.

UNE COALITION POPULAIRE INATTENDUE

Sa victoire repose sur une alliance inhabituelle : immigrés bangladais, jeunes blancs progressistes, familles latinos, retraités juifs libéraux, chauffeurs de taxi, livreurs, professeurs. Tous ceux qui, d'ordinaire, ne se parlent pas. Tous unis par la fatigue du système. Mamdani ne leur a pas promis la lune, mais un peu de justice. Et cela a suffi.

Sa campagne a redonné sens à une vieille idée que l'Amérique croyait perdue : que la politique peut encore servir à améliorer la vie ordinaire.

LE POUVOIR ET SES LIMITES

Reste à gouverner. Et là, les obstacles sont légion : un budget colossal mais contraint, une gouverneure hostile à toute hausse d'impôts, un président vindicatif, une bureaucratie tentaculaire. Ses promesses – crèches gratuites, loyers gelés, bus municipaux gratuits – coûtent des milliards. Mamdani le sait : il devra choisir entre le rêve et l'équilibre budgétaire.

Mais il ne donne pas l'impression de vouloir trahir.

Ses premières nominations annoncent un style sobre, collectif, ouvert aux syndicats et aux ONG. Un socialisme municipal du réel : moins de slogans, plus de solutions.

CE QUE CETTE VICTOIRE RACONTE

Le succès de Mamdani ne concerne pas que New York. Il révèle trois fractures profondes de l'Amérique contemporaine.

1. Le rejet de l'establishment : Cuomo a payé pour tous, symbole d'un système épuisé.
2. Le retour de la question sociale : Mamdani a remis la pauvreté au centre, un socialisme du quotidien.
3. La revanche de la jeunesse : les moins de 35 ans ont voté massivement, retrouvant un sens à la politique.

ENTRE MYTHE ET IRONIE

Mamdani ne fera pas de miracles. Trump, lui, fera tout pour l'en empêcher. Mais l'histoire n'est pas là.

Ce qui compte, c'est que la plus grande ville du monde ait choisi un autre type d'homme : ni messie, ni homme d'affaires, mais un citoyen convaincu que la politique peut encore avoir une âme.

Et si tout cela ne change pas le monde, cela aura au moins un mérite : faire réfléchir Donald Trump, peut-être même l'occuper un peu. Un peu de repos, après tout, ne lui ferait pas de mal.

Biyouna, ou le rire comme langue maternelle Hommage à celle qui a fait de l'Algérie populaire un personnage de cinéma

Par Laâla Bechetoula

QUAND LA RUMEUR OUBLIE LE RESPECT

Il arrive qu'un pays s'inquiète un peu trop vite de perdre ceux qu'il aime. Depuis quelques jours, les réseaux bruissent à nouveau d'une rumeur absurde : celle de la mort de Biyouna. Des messages s'échangent, des «condoléances» s'inventent, des «sources proches» surgissent de nulle part. Et pendant que les clics s'additionnent, la vérité, elle, reste silencieuse - comme souvent. Mais si ces rumeurs disent quelque chose, ce n'est pas seulement la légèreté de ceux qui partagent sans vérifier. Elles révèlent surtout à quel point cette femme fait partie de notre mémoire collective, au point que son simple silence suffit à troubler tout un pays. Alors, plutôt que de commenter sa disparition fictive, faisons mieux : parlons de sa présence réelle, de cette lumière populaire qu'elle a su allumer dans nos vies, et qui continue, malgré tout, de briller.

PROLOGUE : UNE PRÉSENCE FAMILIÈRE

Il existe des voix qu'on reconnaît avant même de voir le visage. Des voix qui ne s'imposent pas, mais s'installent - rauques, profondes, mêlant la mélancolie du cabaret et la franchise de la rue. Celle de Biyouna appartient à cette catégorie rare : une voix que l'on distingue parmi des centaines d'autres, une signature sonore à elle seule. Elle en a d'ailleurs fait un instrument à part entière, dans deux albums devenus cultes : *Raid Zone* (2001) et *Blonde dans la Casbah* (2006), où l'on découvre une Biyouna chanteuse autant qu'actrice - entre jazz oriental, chaâbi revisité et ironie savoureuse.

Mais avant les micros, il y eut la scène. Avant les projecteurs et Cannes, il y eut Belcourt, ces ruelles d'Alger où les histoires se racontent sans micro ni caméra.

Baya Bouzar - c'est son vrai nom - y a grandi, y a appris à chanter, à exister dans l'espace public avec cette assurance tranquille des femmes qui n'ont jamais demandé la permission.

Elle tambourine avec Fad-héla Dziria, anime les mariages, fait vivre les cabarets d'un Alger encore en noir et blanc.

Cette école-là ne distribue aucun diplôme, mais elle forge quelque chose de plus précieux : une présence.

Cette capacité à entrer en scène et à faire comprendre au public : «Je suis d'ici, je viens de là où tu viens, mais ce soir,

c'est moi qui raconte.»

Puis vient Mustapha Badie. La Grande Maison, L'Incendie, les couloirs labyrinthiques de Dar Sbitar, où se croisent toutes les douleurs d'une nation en mutation.

Biyouna y marche comme on se faufile dans un pays en pleine métamorphose : entre l'espoir et la désillusion, le drame et la dérision.

Elle n'est pas encore l'icône flamboyante qu'elle deviendra, mais déjà, elle incarne ce personnage qu'on reconnaît entre mille : la femme du peuple qui refuse d'être invisible, qui parle fort, qui dit ce que tout le monde pense sans oser le formuler.

PAPICHA, MADAME ALDJÉRIA QUAND UNE ACTRICE DEVIENT ALLÉGORIE

Avec Nadir Moknèche, Biyouna franchit une autre frontière. Elle cesse d'être simplement «vue» pour devenir symbole.

Dans *Viva Laldjérie*, Papicha est cette femme qui se débat dans les décombres d'une société fracturée.

Dans *Délice Paloma*, Madame Aldjéria n'est plus seulement un personnage : elle est l'Algérie elle-même - ses compromissions, ses rêves écrasés, sa corruption assumée, mais aussi sa résilience obstinée, son refus de mourir. Les analystes du cinéma l'ont bien compris : Madame Aldjéria est une métaphore nationale. Une République parallèle, un État informel fait de petits arrangements et de grandes douleurs.

Et Biyouna, dans ce rôle, apporte ce que personne d'autre ne pourrait donner : l'authenticité du vécu.

Elle ne «joue» pas une femme algérienne - elle est cette femme, avec son franc-parler, sa vulgarité parfois assumée, son humour comme arme de survie, et ce cœur immense qu'elle cache sous une insolence de façade.

C'est là, peut-être, que réside son génie : avoir fait du corps populaire algérien - celui qu'on cache, qu'on euphémise, qu'on «civilise» - un corps de cinéma. Massif, bavard, imparfait, magnifique.

NASS MLAH CITY, OU LE RIRE COMME RÉSISTANCE

Le peuple, lui, la connaît d'abord par la télévision.

Nass Mlah City, Nsibti Laaziza : ces soirées de Ramadan où l'on se retrouve, en famille, devant un écran qui fait office de place publique.

Biyouna y règne en souveraine du rire populaire - pas celui, policé, des salons bourgeois, mais celui, gras, libé-



teur, qui fait mal au ventre et remet les pendules à l'heure.

Elle ne cherche pas à plaire aux puristes. Elle parle la langue du quotidien, avec ses glissements, ses outrances, ses exagérations.

Elle sait qu'un pays se soigne aussi par le rire. Dans une Algérie souvent prise en étau entre le sérieux des discours officiels et l'angoisse du quotidien, elle offre un espace de respiration : un rire parfois dérangeant, souvent lucide, toujours profondément algérien.

Ce rire-là n'est pas une fuite. C'est une forme de résistance, une manière de dire : «On ne me fera pas taire, on ne m'effacera pas, même si tout va mal.»

LA RUMEUR COMME HARCÈLEMENT COLLECTIF

Et puis il y a l'autre théâtre, le plus sombre : celui des rumeurs de mort.

Depuis des années, le nom de Biyouna revient régulièrement dans des posts Facebook, des messages WhatsApp, des vidéos YouTube à sensation. «Biyouna est décédée dans un accident.» «Biyouna est morte à Paris.» La machine s'emballa, et en quelques heures, tout le pays pleure une femme qui, elle, se réveille le matin en lisant sa propre nécrologie.

Ce phénomène en dit long sur nous. Si on la «tue» si souvent, c'est parce qu'elle compte. Parce qu'elle fait partie de ce petit patrimoine affectif que le pays partage, au-delà des clivages, des classes, des régions.

Mais cette récurrence devient un harcèlement numé-

rique - un jeu morbide qui exploite la peur collective pour générer des clics.

Qu'elle soit aujourd'hui malade, fatiguée, fragilisée par l'âge ou les épreuves, cela relève de l'intime, de la pudeur, du respect. Mais que son nom soit régulièrement transformé en «breaking news» sensationnaliste, voilà ce qui devrait tous nous interroger.

V. CE QU'ELLE NOUS A TRANSMIS

On pourrait énumérer ses films, ses albums (*Rai Zone*, *Blonde dans la Casbah*), ses spectacles entre Paris et Alger. Mais l'essentiel est ailleurs.

BIYOUNA NOUS A TRANSMIS TROIS LEÇONS

1. Le populaire est une noblesse. Elle n'a jamais renié Belcourt, ni les accents de l'Algérie d'en bas. Elle a prouvé qu'on pouvait partir de la rue et devenir icône sans se travestir.

2. Le rire est une arme politi-

que. Dans un pays marqué par le non-dit et la censure, elle a pratiqué un humour frontal, impudique, parfois obscène, qui casse les hypocrisies et met à nu les mentalités.

3. Une femme peut exister autrement que comme décor. Ses personnages - Papicha, Madame Aldjéria, la voisine, la tante - ont en commun de prendre toute la place.

Ils ne s'excusent pas d'exister, ne demandent pas la permission de parler. Ils sont là : massifs, bavards, puissants.

POUR UNE VIVANTE

Cet hommage n'est pas une oraison funèbre. C'est un texte pour une vivante, pour une femme dont l'œuvre est déjà entrée dans la mémoire collective, alors même que son histoire personnelle continue - loin des caméras, entre hôpitaux, familles, souvenirs et prières.

À toi, Biyouna, toi qui t'es glissée un jour dans les couloirs de Dar Sbitar, toi qui as traversé Belcourt, les cabarets,

les plateaux télé, Cannes et les scènes parisiennes, toi qui as fait rire un peuple qui avait parfois envie de pleurer, toi qui as transformé la femme algérienne en personnage de cinéma - non pas en l'idéalisant, mais en la montrant telle qu'elle est : vivante, complexe, magnifique, croyante aussi, à ta manière, dans cette foi tranquille des femmes simples qui confient leur douleur à Dieu sans en faire spectacle.

Merci.

Merci d'avoir fait du rire une langue maternelle. Merci d'avoir refusé de disparaître. Merci d'avoir imposé ta voix, ton corps, ta présence dans un monde qui préférerait souvent les femmes silencieuses.

Et que Dieu — que tu as toujours gardé dans ton cœur malgré les excès, les projecteurs et les rumeurs — t'accorde santé, sérénité et longue vie. Parce qu'on a encore besoin de toi. Parce que l'Algérie a encore besoin de se reconnaître dans ton rire, dans ta vérité, dans ta foi simple et lumineuse.

Parce que tu es, qu'on le veuille ou non, éternelle.

Publicité

APPELLEMENTS

■ A vendre F4 (acté F3) à place des Victoires, Oran, d'une superficie de 95 m², au 1^{er} étage, qui convient pour fonction libérale. Tél : 0661.28.50.78 - 0770.44.68.69

■ Urgent : A louer appartement, 3^e étage, avec terrasse, villa Canastel. Prix 6 millions négociable, 8 mois d'avance - WhatsApp : 0033.62.084.6445 - Tél : 0657.27.53.56

DIVERS

■ Vends ou Loue 1 batterie pour poules pondeuses à six étages, marque Techno Italy, avec un hanger, toutes commodités, excellent état. - Tél : 0773.96.54.78

EMPLOIS

■ Dortoir (Noor), Hassi Mefsoukh, Oran, cherche un réceptionniste (homme). Contacter - Tél : 0659.15.61.28

PENSÉE



Le 08 novembre marque une date gravée dans nos cœurs. Il y a 27 ans, notre père **HADRI Ben Abdallah** et son fils **Azedine** quittaient ce monde. Père attentionné, tu nous as laissé un héritage qui continue de nous inspirer : un exemple de sagesse, bonté, honnêteté et générosité. En ce jour de souvenir, nous honorons leur mémoire. Nous vous invitons à leur dédier une pensée pieuse et des douaa. Reposez en paix cher père et cher frère Allah yarhamkoum ya Lâazaz De celles qui gardent votre mémoire vivante.

Es-Seddikia et Haï Rocher Des constructions illicites démolies et des trottoirs squattés libérés

J. Boukraa

Dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites et l'occupation illégale du domaine public, les services de la wilaya d'Oran poursuivent leurs actions sur le terrain. Ces opérations visent à préserver le cadre urbain, à stopper définitivement le phénomène du bâti anarchique et à protéger les biens fonciers de l'Etat. Le mercredi, les services de la commune d'Oran ont procédé à la démolition d'une construction illicite et de cinq fondations préparées pour le bâti au niveau du quartier Ben Araba Rocher, au lieu-dit Echattia. Par ailleurs, une autre intervention nocturne a été menée la nuit de mercredi à jeudi par la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie du cabinet du wali, en collaboration avec la commune d'Oran, au quartier Ben Araba Rocher - Echattia, relevant de la délégation de Bouamama. Cette opération a permis la démolition d'extensions



construites de manière anarchique. Ces interventions traduisent la ferme volonté des autorités locales de mettre fin aux pratiques illicites et de préserver l'image urbaine et le patrimoine foncier de la wilaya d'Oran. Par ailleurs, en application des mêmes orientations, une vaste opération de démolition des extensions anarchiques et d'occupation illégale des trottoirs a été menée par la cellule de l'environnement et de la protection du cadre de vie du cabinet du wali, en coordination avec la commune d'Oran et les services de sécurité. L'intervention a touché plusieurs commerces situés au quartier Point du Jour,

relevant de la délégation communale d'Es-Seddikia, où les trottoirs ont été totalement libérés. Une autre opération a été réalisée dans la délégation d'El Yasmine (Bir El Djir), avec la démolition d'une extension illégale sous la supervision du délégué et des services de police. Des moyens matériels et humains importants ont été mobilisés afin d'assurer le bon déroulement des travaux. Ces actions, qui se poursuivront dans les prochains jours, ont pour objectif de restaurer le droit des citoyens à un espace public dégagé et sécurisé, et de mettre un terme aux atteintes répétées au domaine public.

Addictologie Le rôle des centres intermédiaires de traitement mis en exergue

Les participants à un colloque national sur «Les tendances contemporaines dans l'étude du phénomène de la drogue chez les jeunes», organisé mercredi à Oran, ont souligné l'importance du rôle des centres intermédiaires de traitement en addictologie (CISA). Dr Fatma Amri, présidente de cette rencontre organisée par le laboratoire des Stratégies de la population et du développement durable du département de démographie de la faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran 2 «Mohamed Benahmed», a indiqué qu'au moins un centre intermédiaire existe dans chaque wilaya, assurant la prise en charge et le soutien psychologique et social des per-

sonnes venues se faire soigner. Elle a estimé qu'il fallait également envisager la création de nouveaux centres ou structures afin de renforcer ce réseau d'accompagnement. Pour sa part, Leïla Boudia, cheffe du département de démographie à la même faculté, a jugé nécessaire de créer des cellules ou centres d'écoute au sein des différents établissements universitaires, servant de passerelle entre les jeunes étudiants et les centres spécialisés dans la lutte contre la dépendance aux drogues. De son côté, Dr Mahi Mohamed Bedjelel, médecin conseiller à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), a insisté sur le rôle pri-

mordial de la famille dans la prévention de la dépendance, à travers une communication efficace et le renforcement de la culture du dialogue entre ses membres, notamment lors de la discussion de sujets sensibles tels que la drogue et l'alcool. Il a souligné qu'il ne fallait plus considérer la question des drogues comme un «tabou» au sein de la famille. Par ailleurs, cinq sessions virtuelles ont été programmées dans le cadre de ce colloque, avec la participation de spécialistes provenant de différentes régions du pays, afin d'analyser et de débattre des divers aspects du phénomène de la dépendance aux drogues et des moyens de prévention.

Installation du comité local conjoint Le CRA d'Oran s'engage dans la réinsertion de détenus

Un pas important vient d'être franchi à Oran dans le domaine de l'action sociale et humanitaire. En effet, le comité local conjoint a été officiellement installé, dans le cadre d'un partenariat stratégique entre le Croissant-Rouge algérien (CRA) et la Direction de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, a indiqué le bureau d'Oran du Croissant-Rouge dans un communiqué publié sur sa page facebook. Cette initiative traduit la volonté commune des deux institutions de renforcer le rôle du tissu associatif et du bénévolat dans le processus de réinsertion sociale des détenus et des personnes libérées. Selon la même source, l'objectif principal est d'assurer un accompagnement global - social, psychologique, professionnel et humain - afin de permettre à chacun de retrou-

ver sa place au sein de la société. Les deux parties se sont accordées sur la mise en place d'un programme d'action intégré, articulé autour de plusieurs axes : l'accompagnement et le soutien des personnes incarcérées dans leur parcours de réinsertion, l'appui et l'assistance aux personnes libérées, pour favoriser leur intégration socioprofessionnelle et la prise en charge sociale et psychologique des familles des détenus et des détenus libérés, a précisé le communiqué.

Pour donner corps à ces objectifs, un comité technique a été constitué au sein du Croissant-Rouge algérien - section d'Oran. Ce comité réunit des compétences variées issues de plusieurs domaines essentiels : un médecin spécialiste en dermatologie ; une psychologue clinicienne ; un imam chargé de

l'accompagnement spirituel et moral ; un enseignant formateur ; une spécialiste en entrepreneuriat pour encourager l'insertion professionnelle ; une pharmacienne pour l'appui sanitaire et le conseil pharmaceutique et des juristes pour l'assistance et l'orientation juridique. Cette diversité de profils permettra de développer une approche globale et humaine, centrée sur la dignité, la solidarité et la responsabilité sociale. À travers ce partenariat, le Croissant-Rouge algérien et la Direction de la réinsertion d'Oran ambitionnent de bâtir des ponts d'espoir entre le milieu carcéral et la société civile. Au-delà de l'assistance immédiate, il s'agit d'une démarche de long terme visant à favoriser l'autonomie, la formation et la réhabilitation sociale des bénéficiaires.

J. Boukraa

Lutte contre les bandes de quartiers Deux malfaiteurs écroués et des armes blanches récupérées

Suite à des investigations approfondies, les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) de la sûreté d'Oran sont parvenus à mettre hors d'état de nuire deux individus impliqués dans une affaire de

bande de quartiers. Les enquêteurs ont récupéré à l'issue de cette opération un lot d'armes blanches que les mis en cause utilisaient pour semer la terreur dans leurs quartiers. Cette opération a été élucidée après l'exploitation

de toutes les informations de sorte que les policiers ont réussi à les identifier et à les arrêter au grand soulagement des habitants. Ils ont été présentés au tribunal d'El Othmania et placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

Du kif et des psychotropes saisis 5 dealers écroués

La lutte contre la commercialisation et le trafic des stupéfiants se poursuit. 5 dealers ont été arrêtés par les services de la sûreté d'Oran représentés par les 22^{ème}, 4^{ème} et 15^{ème} sûretés urbaines, au cours d'opérations menées dans plusieurs quartiers relevant de leurs compétences. Une quantité de 335 comprimés psychotropes de différentes marques et une somme

d'argent de 62.500 dinars ont été saisies. La première opération a été réalisée par la 22^{ème} sûreté urbaine et a permis de mettre un terme à l'activité d'un dealer qui activait dans son périmètre de compétence. Celui-ci se servait de son domicile pour stocker et écouler le produit prohibé. 156 comprimés psychotropes et un montant de 39.500 dinars ont été saisis.

Parallèlement, un autre dealer a été arrêté par les services de la 4^{ème} sûreté urbaine et 179 comprimés psychotropes ont été saisis. D'autre part, les éléments de la 15^{ème} sûreté urbaine ont arrêté deux individus et ont saisi 60 morceaux de kif. Les individus arrêtés ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K. Assia

Le Salon international de la pêche s'ouvre à Oran Le Sultanat d'Oman invité d'honneur

K. Assia

Placée sous le haut patronage du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, la 10^{ème} édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture SIPA 2025 s'est ouverte jeudi au Centre des conventions d'Oran en présence du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche M. Yacine El Mehdi Oualid, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises M. Nouredine Ouadah et du ministre omanais de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau M. Saoud Bin Ahmed Al Habsi. Une occasion pour le ministre de l'Agriculture de souligner l'importance de cet événement qui réunit 180 exposants dont 25 sont venus de 17 pays de quoi renforcer l'espace d'échanges et de développer le partenariat.

Ce salon placé sous le thème « Pêche et aquaculture... innovation et partenariats » met à l'honneur le Sultanat d'Oman, et réunit également 35 startups et porteurs de projets, ce qui souligne selon le ministre l'intérêt accordé à l'innovation dans le développement des techniques de pêche et d'aquaculture et aussi la participation et l'implication de la jeunesse dans cette dynamique qui est de renforcer la sécurité alimentaire et d'augmenter la production nationale. L'Etat déploie d'importants efforts pour encourager l'investissement dans le secteur via l'octroi d'avantages fiscaux et autres facilités à travers l'autorisation d'importations des équipements spécialisés et le soutien au développement de l'aquaculture, a-t-il conclu et de souligner que l'Algérie dispose d'opportunités d'investissement prometteuses dans le domaine de la pêche et des industries de transformation des produits halieutiques.

Prenant la parole, le ministre

omanais M. Saoud Al Habsi a salué l'organisation de cet événement international en affirmant que la participation de son pays en tant qu'invité d'honneur met en exergue les liens qui relient les deux pays. Ce salon constitue une opportunité pour renforcer les partenariats commerciaux et d'investissement entre le Sultanat d'Oman et l'Algérie. Il souligne par là même la forte participation des entreprises omanaises, des leaders dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et une occasion selon le ministre pour conclure des accords de coopération et de partenariat. Des discussions sont en cours pour la création d'une société omano-algérienne pour la fabrication des équipements agricoles et maritimes et le développement de projets d'aquaculture.

Pour sa part, le ministre de l'Economie de la connaissance M. Ouadah Nouredine a mis l'accent sur la participation en force des startups et des micro-entreprises algériennes au Salon SIPA 2025. Une nouvelle génération d'entrepreneurs dont le but est de prendre part à la mise sur pied d'une économie basée sur le savoir et l'innovation. Par ailleurs, organisé tous les deux ans par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), le Salon «SIPA» constitue une des principales manifestations économiques et scientifiques spécialisées dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture en Algérie et en Méditerranée. Des organisations internationales, des instances financières et des experts de plusieurs pays, ainsi qu'une délégation officielle et de délégations professionnelles du Sultanat d'Oman, invité d'honneur du Salon prennent part à cette manifestation organisée du 6 au 9 novembre au CCO. Des institutions bancaires et des compagnies d'assurance nationales en plus des universités prennent part à cet événement.

Clôture du 13^{ème} Festival international du film arabe Plusieurs artistes honorés

La cérémonie de clôture de la 13^{ème} édition du Festival international du film arabe d'Oran, organisée dans la soirée de mercredi, a été marquée par l'hommage rendu à plusieurs artistes arabes éminents, en reconnaissance de leurs carrières artistiques remarquables et de leurs empreintes durables dans le paysage culturel arabe, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Ont été honorés à cette occasion l'acteur algérien Sid-Ahmed Agoumi, l'acteur égyptien Yasser Galal, l'acteur jordanien Monther Rayahneh et le musicien et chanteur libanais Marcel Khalifa. L'acteur Sid-Ahmed Agoumi a exprimé sa profonde émotion et sa fierté de recevoir cette distinction, déclarant : «Je ne trouve pas les mots pour exprimer ma joie d'être présent et honoré dans ce grand festival du cinéma. J'espère que l'art algérien demeurera toujours rayonnant et digne». De son côté,

l'acteur Yasser Galal s'est dit «très heureux de cette distinction et de sa présence en Algérie, particulièrement en ce mois de novembre, symbole du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération et du combat héroïque du peuple algérien pour l'indépendance, au prix d'un million et demi de martyrs». L'acteur Monther Rayahneh a, pour sa part, souligné que «l'Algérie a écrit l'Histoire par sa lutte et son courage, un pays qui a résisté grâce à ses enfants jusqu'à la victoire et a hissé haut le drapeau de la dignité». Quant à Marcel Khalifa, il a exprimé sa grande joie d'être honoré à Oran, saluant «le rôle constant de l'Algérie dans le soutien à la cause palestinienne». A noter que lors de la cérémonie d'ouverture du festival, des hommages avaient également été rendus à l'actrice égyptienne Nadia El Joundi, à l'acteur syrien Ghasan Massoud, ainsi qu'au réalisateur algérien Rachid Bouchareb.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Belkacem Djilali Sid Ahmed, 15 ans, Chlef
Benayada Aïcha, 73 ans, Chlef
Boumaïza Zoulikha, 81 ans, Maraval
Abdellah Assia, 51 ans, Arzew

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 jomada el oula 1447

El Fedjr 05h51	Dohr 13h32	Assar 15h23	Maghreb 17h47	Icha 19h08
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Sidi Bel-Abbès

En attendant l'eau dessalée de Chott El Hilal

Le taux d'avancement des travaux du projet d'alimentation en eau potable de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Chott El Hilal (wilaya d'Aïn Temouchent), a atteint environ 45 %, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya. Selon la cellule de communication et d'information, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, s'est rendu sur le terrain, dans l'après-midi, pour s'enquérir de l'état d'avancement des

différentes phases du projet, réparties sur cinq lots d'exécution, où il a reçu des explications techniques sur la progression des travaux et les étapes de réalisation.

Le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux dans toutes leurs composantes, en particulier les ouvrages en béton, la réalisation des stations de pompage et l'approvisionnement des chantiers en canalisations et matériaux nécessaires, tout en respectant strictement les délais contrac-

tuels afin de livrer et mettre en service le projet dans les plus brefs délais. Le wali a également tiré profit de cette visite pour tenir une rencontre sur le terrain avec plusieurs agriculteurs de la région, au cours de laquelle il a écouté leurs préoccupations relatives à l'approvisionnement de leurs exploitations en eau. Il a instruit les services concernés d'étudier ces doléances et de trouver des solutions adaptées dans les plus courts délais, selon la même source.

Tlemcen

Permettre aux étudiants de créer de véritables entreprises

Le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné, jeudi soir à Tlemcen, l'importance de l'échange d'expériences entre les porteurs de projets et les opérateurs économiques.

Lors de sa visite à l'incubateur d'entreprises de l'Université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen, où il a examiné des projets innovants réalisés par des étudiants, le ministre a indiqué qu'il est nécessaire de créer des espaces de contact permettant aux étudiants porteurs de projets de se rapprocher des entrepreneurs et des opérateurs économiques afin de bénéficier de leur expérience et de tisser un réseau de coopération. Cela leur permettrait, a-t-il ajouté, de découvrir la

dimension pratique de la gestion d'une micro-entreprise et de mieux comprendre les rouages du management entrepreneurial. M. Ouadah a rappelé que l'objectif de son département ministériel est d'accompagner les jeunes porteurs de projets en collaboration étroite avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers les Centres de développement de l'entrepreneuriat et les incubateurs universitaires.

Cette démarche vise, selon lui, à permettre aux étudiants de concrétiser leurs idées et de créer de véritables entreprises économiques, contribuant à la construction d'une nouvelle économie fondée sur la jeunesse et la connaissance, conformément aux orientations du président de la Républi-

que, M.Abdelmadjid Tebboune, qui prône un modèle économique national innovant basé sur la technologie, la science et l'intelligence collective.

Au cours de cette visite, le ministre a également assisté à la signature d'un accord de coopération entre deux startups spécialisées respectivement dans l'intelligence artificielle et la fabrication d'écrans d'affichage, et a inspecté plusieurs micro-entreprises à Tlemcen bénéficiant du soutien de l'Agence nationale de gestion du microcrédit et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA). Ces micro-entreprises opèrent dans divers domaines, notamment la réparation automobile, la couture traditionnelle et la métrologie optique.

Tissemsilt

Le centre de torture d'Aïn Sfa restauré



Le centre de torture d'Aïn Sfa, situé dans la commune de Tissemsilt, a été réceptionné après des travaux de réhabilitation et de restauration, afin de préserver la mémoire des crimes commis par le colonisateur français contre les habitants de la région de l'Ouarsenis, a indiqué jeudi le directeur des Moudjahidine et des Ayants-droit de la wilaya, Abdelkrim Khoudri.

Selon le responsable, cette opération, inscrite dans le cadre du programme complémentaire de développement de la wilaya approuvé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son volet consacré au secteur des moudjahidine, a concerné l'ensemble des structures du centre, notamment les salles de torture, les cellu-

les d'isolement et d'autres espaces, tout en préservant les caractéristiques architecturales et historiques d'origine du lieu.

M. Khoudri a également précisé que huit cimetières de martyrs, dont celui de Bab El-Bekouche considéré comme l'un des plus grands cimetières de martyrs du pays, ont eux aussi bénéficié de travaux de restauration et de valorisation, dans le cadre du même programme présidentiel, et dont les travaux sont désormais achevés entièrement.

L'objectif de ces initiatives, a-t-il ajouté, est de relier les générations actuelles à celles du passé et de leur faire connaître les immenses sacrifices consentis par les martyrs et les moudjahidine pour la liberté et l'in-

dépendance nationale. Pour rappel, le centre de détention d'Aïn-Sfa, surnommé «l'enfer secret» de Tissemsilt, est l'un des plus importants témoignages matériels et sites historiques de la région de l'Ouarsenis. Ce sinistre lieu raconte les souffrances vécues par le peuple algérien durant la Guerre de libération nationale et les atrocités infligées par les autorités coloniales, qui en avaient fait un centre d'interrogatoire et de torture des citoyens algériens.

Aujourd'hui, ce lieu demeure un symbole vivant de la barbarie coloniale et un témoignage poignant des crimes et des pratiques inhumaines subies par les Algériens sans défense au cours de cette période tragique de l'histoire nationale.

Mascara

La lutte contre le blanchiment d'argent au menu

La promulgation de la loi n 25-10 modifiant et complétant la loi n 05-01 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a fait l'objet d'une journée d'étude organisée, jeudi, à Mascara. Le juge d'instruction près le tribunal de Bouhanifia, Mansour Hafifi Mourad, a indiqué que cette loi vient renforcer les mécanismes de prévention et de détection précoce des opérations de blanchiment et de transfert illicite de fonds, tout en consolidant la protection juridique de l'économie nationale et du système financier et bancaire.

Il a ajouté que le texte impose désormais aux établissements bancaires de signaler immédiatement toute opération suspecte pouvant être liée au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), dont les prérogatives ont été élargies dans

le cadre du même dispositif législatif. De son côté, le procureur de la République près le tribunal de Ghriss, Slimane Othmane Miloud, a souligné que cette loi constitue une étape importante dans le processus de modernisation du système juridique algérien en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il a ajouté qu'elle renforce les mécanismes de prévention des crimes organisés de blanchiment d'argent et permet à l'Algérie de s'adapter aux évolutions de la criminalité financière organisée à l'échelle mondiale.

A noter que cette rencontre a été organisée à l'initiative de la Cour de Mascara, en présence de magistrats, avocats, officiers de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale et de la sûreté de la wilaya, ainsi que d'enseignants de l'Université «Mustapha Stambouli» de Mascara.

El-Bayadh

Deux villages bientôt raccordés au réseau du gaz

Les travaux de raccordement des villages de Bordj El Mey et El-Khodr au réseau de gaz naturel sont sur le point d'être achevés, a-t-on appris auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). «Les travaux se poursuivent pour finaliser, dans les plus brefs délais, le raccordement de plus de 100 logements au village de Bordj El Mey (commune d'El-Khither) et de 130 logements au village d'El Khodr (commune d'El-Mehara), à travers un réseau de transport de gaz de plus de 30 km», indique la même source, ajoutant que le réseau de distribution, plus de 8 km, a déjà été réalisé. Cette opération de développement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme national visant à raccorder toutes les zones rurales et isolées au réseau de gaz naturel, souligne-t-on. Elle concerne sept groupements d'habitat rural, totalisant 720 logements. Il est à rappeler

que le réseau de gaz naturel du groupement d'habitat rural «El-Ferrâa» (commune de Brizina) a été mis en service au début de la semaine en cours, à l'occasion de la commémoration du 71e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, au profit de 104 logements, soit environ 600 habitants. Par ailleurs, quatre autres groupements d'habitat rural ont déjà été raccordés au réseau de gaz naturel, à savoir celui des 114 logements ruraux dans les villages de Châaba El-Beïda et Lighane (commune de Stitene), 65 logements ruraux dans le village d'Oum-Djrabiaâ (commune de Boualem), et 205 logements dans le village de Dir El-assiane (commune de Sidi-Taïfour).

Ces projets traduisent l'engagement des pouvoirs publics à améliorer les conditions de vie des populations rurales et à étendre les services énergétiques à l'ensemble du territoire national.

Tindouf

Des députés au chevet des Transports et des Télécommunications

Une délégation de la Commission des transports, des postes et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN) a achevé, jeudi, sa visite d'information et d'inspection dans la wilaya de Tindouf, au cours de laquelle elle s'est enquis de la situation du secteur des transports et des télécommunications, ainsi que des services fournis aux citoyens et de l'état d'avancement des projets réalisés ou en cours de réalisation. Dans une déclaration à la presse, le président de la commission, Fatah Djennati, a indiqué que cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des projets et des infrastructures de base de la wilaya, et vise à identifier les insuffisances constatées en vue de l'élaboration d'un rapport détaillé destiné aux autorités concernées. Il a affirmé la volonté de la commission de contribuer à la recherche de solutions concrètes aux préoccupations relevées sur le terrain. Les membres de la délégation ont inspecté le projet de ligne ferroviaire minière reliant Tindouf à

Béchar, relevant une avancée significative dans le rythme de réalisation. Ils ont souligné que ce projet stratégique contribuera à dynamiser l'activité économique, au transport des voyageurs et des marchandises, et à ouvrir de nouvelles perspectives de développement local.

La délégation s'est également penchée sur la situation de l'entreprise de transport urbain de la wilaya, où le député Baâziz Abdenacer a appelé à revoir la stratégie de l'entreprise et à recourir à des bus de petite taille adaptés aux ruelles étroites de la vieille ville, afin de faciliter la circulation urbaine et d'améliorer le service public. Concernant les lignes de transport intercommunales, les membres de la commission ont insisté sur la nécessité de combler le déficit constaté sur la ligne reliant les communes de Tindouf et Oum El Assel. En outre, ils ont signalé le manque de taxis à l'intérieur de la ville de Tindouf, affirmant que ces préoccupations seront transmises à la présidence de l'APN et aux autorités compétentes.

El-Oued

2.300 logements sociaux livrés en 2026

Un total de 2.300 logements publics locatifs (LPL) seront réceptionnés dans la wilaya d'El-Oued durant l'année prochaine, a-t-on appris jeudi de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Ce programme d'habitat, dont les chantiers enregistrent différents taux d'avancement, s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à assurer des logements décents aux citoyens, notamment aux populations vulnérables et à faible revenu, a précisé le directeur général de l'OPGI de la wilaya, Lamine Midaoui.

Toutes les conditions requises sont réunies, y compris la mobilisation des bureaux d'études et des services chargés de contrôle technique,

pour la réception de ces logements dans les délais impartis, selon le même responsable.

Et d'ajouter que le taux d'avancement des travaux varie de 40 à 50 % pour 1.444 unités, alors que les efforts se poursuivent pour accélérer la cadence des chantiers des 856 unités restantes, récemment lancées.

La répartition des quotas de logements dans les 22 communes que compte la wilaya est soumise aux critères de densité de population,

sachant que les communes à caractère rural bénéficient d'aides financières à la construction d'habitations rurales, a-t-il poursuivi.

S'agissant de la qualité des travaux, il a fait savoir que des instructions strictes ont été données au personnel technique chargé du suivi des travaux et aux bureaux d'études et entreprises réalisatrices, conformément aux recommandations du ministère de tutelle, en insistant sur le respect des normes techniques de réalisation des projets.

Khenchela

Trois polycliniques réhabilitées

Les travaux de réhabilitation de trois polycliniques dans la wilaya de Khenchela ont été achevés cette semaine, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de la santé.

Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Zeineddine El-Okbi a précisé qu'il s'agit des polycliniques des quartiers Boujelbana et Sonatiba, ainsi que de celle du nouveau pôle urbain Mostefa-Benboulaïd, dans la commune de Khenchela.

Le même responsable a ajouté que cette opération de réhabilitation, inscrite dans le cadre du programme sectoriel décentralisé, a nécessité une enveloppe financière de 85 millions de dinars, soulignant que les travaux ont été réalisés dans un délai n'excédant pas six mois.

Il a également indiqué que la remise en service à 100% de ces polycliniques permettra de désengorger les deux établissements publics hos-

pitaliers Ahmed-Ben Bella et Chahid Ali-Boushaba, tout en assurant une prise en charge de proximité des patients. Par ailleurs, le directeur de la santé de la wilaya de Khenchela a fait savoir qu'il sera procédé «prochainement» à l'acquisition d'équipements médicaux destinés aux polycliniques de la commune de Babar, Belkaitan (commune d'Aïn Touila), Kais et Route de Baghai, dans la commune de Khenchela.

Skikda

«Garantir l'insertion professionnelle des jeunes»

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a affirmé jeudi à Skikda, que la formation professionnelle constitue «un vecteur de développement local et un moyen de garantir l'insertion professionnelle des jeunes».

La ministre a précisé, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection et de travail, que Skikda constitue «un pôle agricole et touristique par excellence», ce qui nécessite de répondre aux besoins de ces deux secteurs en matière de main-d'œuvre qualifiée.

Elle a également souligné que les diplômés de la formation professionnelle, de par les compétences et les qualifications acquises, peuvent «soutenir la dynamique économique de la wilaya et répondre aux besoins des différentes structures activant

dans les deux secteurs en question».

Mme Arhab a ajouté que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels contribue à créer de nouveaux emplois et à garantir une intégration professionnelle efficace des diplômés d'où, a-t-elle dit, l'importance du suivi et de l'accompagnement des stagiaires.

La ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Skikda par l'inauguration d'un centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) dans la commune de Zerdaza.

Un établissement couvrant une superficie de 6.500 m², baptisé du nom du Martyr Amar Laâdassi, comprenant 8 salles de cours, 6 ateliers, 12 bureaux administratifs, un internat de 60 lits et un foyer, dont la réalisation a nécessité un investissement public de 250 millions de dinars.

Plusieurs spécialités y sont enseignées telles que la couture, la cuisine, la coiffure et l'esthétique, la construction et l'agriculture.

Lors de la visite de l'atelier de couture, Mme Arhab a demandé aux encadreurs de programmer une formation supplémentaire dans le domaine du e-commerce, soulignant, à ce propos, l'importance de doter les stagiaires des compétences numériques nécessaires pour promouvoir et commercialiser leurs produits en ligne, améliorant ainsi leurs ventes et leurs revenus dès l'obtention de leur diplôme.

Elle a également visité, dans la commune d'Emdjez Edchich, le projet de construction d'un institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) doté d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques et de 120 lits.

Tébessa

Un trafic de pièces archéologiques démantelé

Les éléments de la Brigade de lutte contre la grande criminalité relevant de la sûreté de la wilaya de Tébessa ont démantelé une bande criminelle composée de trois individus spécialisés dans le vol et le trafic de pièces archéologiques, selon un

communiqué publié jeudi par la cellule de communication de ce corps constitué. Les suspects ont été arrêtés en possession de 237 pièces de monnaie ancienne, classées en tant que biens protégés en vertu de la loi sur la protection du patrimoine cul-

turel, précise la même source.

Les individus interpellés ont été déferés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Aouinet après finalisation de toutes les procédures légales, conclut le communiqué.

Alger

Le téléphérique Bab El Oued-Zghara reprend du service

Le téléphérique reliant Bab El Oued à Zghara (Alger) via le village céleste, sera remis en service samedi, après une période d'arrêt consacrée à l'opération de vérification complète de l'installation, a indiqué jeudi un communiqué de l'Entreprise de transport algérien par câble

(ETAC). Le téléphérique sera opérationnel de 6h à 19h, précise la même source, ajoutant que sa remise en service intervient «après plusieurs mois d'arrêt consacrés à l'opération de vérification complète de l'installation, conformément à la réglementation en vigueur».

Cette opération a permis une vérification minutieuse des principaux composants de l'installation, afin d'assurer un niveau de sécurité optimal et de garantir la continuité du service, selon l'ETAC.

A cet égard, le site a également bénéficié de travaux de rénovation des bâtiments intérieurs et extérieurs, ayant concerné les trois stations de la ligne, en vue d'offrir «un cadre plus confortable et agréable aux usagers», ajoute le communiqué.

Tipasa

Le nouveau wali installé

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, dans la nuit du jeudi au vendredi, la cérémonie d'installation de Mohamed Amine Benchaoulia, dans ses nouvelles fonctions de wali de Tipasa, en remplacement de Ali Moulay, muté à la wilaya de Béni Abbès pour occuper le même poste, dans le cadre du mouvement partiel, opéré récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des walis et des walis délégués. Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation, organisée au siège de la wilaya, en présence des autorités locales civiles, militaires et sécuritaires, des élus, de la famille révolutionnaire et des représentants de la société civile, M. Sayoud a donné des orientations aux autorités locales, notamment sur la nécessité d'appliquer la loi et de veiller au bien-être des citoyens.

Le mouvement partiel des walis et walis délégués s'inscrit dans le cadre de «la vision prospective du président de la République, visant à renforcer le suivi minutieux de la gestion des affaires locales et à ancrer la culture de la performance et de la bonne gouvernance», a-t-il souligné.

La wilaya de Tipasa «jouit d'une importance particulière,

de par ses atouts touristiques, agricoles et naturels, qui lui confèrent la capacité d'occuper une place de premier plan parmi les wilayas les plus développées», considérant que la conjoncture actuelle «exige davantage d'efforts et une intensification de la coordination entre les différents acteurs locaux, dans le cadre du partenariat et de la complémentarité pour un développement équilibré», a-t-il dit.

Le ministre a fait remarquer que la wilaya de Tipasa a connu «une dynamique de développement prometteuse» au cours des dernières années, concrétisée par de grands projets stratégiques ayant permis d'améliorer le cadre de vie des citoyens et de promouvoir la qualité des services publics.

Entre autres projets, il a cité l'appui du secteur agricole, le développement des ressources hydriques, ainsi que l'amélioration des réseaux routiers, portuaires et énergétiques.

M. Sayoud a exhorté le nouveau wali de Tipasa à être constamment présent sur le terrain et à être à l'écoute des préoccupations des citoyens, mettant l'accent sur le rôle des présidents des assemblées communales et leurs missions dans la gestion des affaires locales pour améliorer le cadre de vie des citoyens.

Béjaïa

Maladies chroniques : comment éviter les complications ?

Des médecins de différentes spécialités participant, jeudi, au congrès national sur la cardiologie pratique dans la wilaya de Béjaïa, ont mis l'accent sur le respect «strict» et «permanent» des mesures hygiéno-diététiques pour éviter les complications liées à plusieurs maladies chroniques.

Intervenant au 1er jour du 8e Congrès national de la cardiologie pratique, prévu les 6, 7 et 8 novembre à Béjaïa, des professeurs en médecine et des médecins spécialistes ont appelé au respect «strict» et «permanent» des règles hygiéno-diététiques pour éviter d'éventuelles complications liées à l'hypertension, au diabète et aux maladies cardiovasculaires et rénales.

Endocrino-diabétologue et président de l'Association nationale des diabétologues endocrinologues libéraux (ANDEL), Dr. Bouab Diaeddine a mis l'accent sur la prévention et la sensibilisation des personnes dans le but d'opter pour une «alimentation saine et la pratique de l'activité physique pour éviter le diabète».

Il a ajouté que la prise en charge «régulière, permanente et structurée» de toute thérapeutique proposée par le médecin traitant évite au malade diabétique les complications liées à sa maladie. Pour sa part, Pr. Ouail Djamel-Eddine, du service de médecine interne au CHU de Béjaïa, a souligné l'importance de la sensibilisation sur les facteurs de risques liés notamment aux maladies métaboliques, rénales et cardiovasculaires.

Il a fait savoir que depuis la validation du syndrome cardio-rénal et métabolique en 2023, «un

grand intérêt a été accordé au surpoids, à l'hygiène de vie, à l'environnement social et professionnel, à la gestion du diabète et de HTA et à la l'alimentation».

Outre l'hygiène de vie, le spécialiste en médecine interne a insisté aussi sur «l'importance d'impliquer les professionnels de santé et les citoyens dans le but de réussir la prise en charge de ces maladies».

Il a également plaidé pour une «gestion multidisciplinaire» pour assurer une bonne prise en charge de ces maladies, appelant les malades souffrant d'obésité, HTA et de diabète à ne pas faire preuve de «négligence».

Ainsi, Pr. Saïdi Fouzia, spécialiste en néphrologie au CHU de Béjaïa, qui a présenté une communication sur la «néphroprotection dans le double fardeau du diabète et l'hypertension», a indiqué qu'il était recommandé de «respecter les règles hygiéno-diététiques».

Elle a ajouté lors de son intervention qu'il y avait des nouvelles thérapeutiques ayant prouvé leur efficacité dans «la néphroprotection chez le patient diabétique et non diabétique et qui sont disponibles en Algérie».

Pour Dr Benmimoune Salem, président du Forum de la cardiologie de Béjaïa, organisateur du congrès, «d'énormes progrès et des avancées ont été réalisés dans la cardiologie en Algérie».

Par ailleurs, près de 500 médecins de différentes spécialités venus de tout le pays sont attendus au 8e Congrès de la cardiologie pratique de Béjaïa qui se poursuit samedi, selon les organisateurs.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h51	Dohr 12h32	Assar 15h23	Maghreb 17h47	Icha 19h08



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

17 jomada el oula 1447				
El Fedjr 05h37	Dohr 12h18	Assar 15h10	Maghreb 17h34	Icha 18h55



Le silence assourdissant de l'Union africaine : quand l'Afrique se tait face à ses propres tragédies

Analyse critique et documentée du mutisme africain face à ses crises internes.

Par Oukaci Lounis*

Suite et fin

VI. L'ALGÉRIE SEULE DANS L'ARÈNE GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE

L'histoire contemporaine de l'Afrique retiendra que l'Algérie a souvent pris la parole quand d'autres restaient silencieux. Depuis son indépendance en 1962, elle s'est affirmée comme la voix des sans-voix, fidèle à une diplomatie de principes axée sur la souveraineté, la solidarité et la justice.

A. Une diplomatie de conviction, non d'opportunité

Alors que de nombreux États africains se laissent aujourd'hui entraîner dans des alliances dictées par des puissances extérieures, l'Algérie reste attachée à une vision indépendante, éthique et non alignée des relations internationales. Son engagement n'est pas opportuniste : il découle de sa propre histoire de libération nationale et est nourri par la mémoire de la lutte anticoloniale. Dès les années 1960, Alger a été surnommée « la Mecque des révolutionnaires », un refuge pour les mouvements de libération d'Afrique australe, de Palestine, d'Angola, de Guinée-Bissau, du Mozambique et du Zimbabwe. Comme le soulignait le président Houari Boumediene lors du sommet de l'OUA à Addis-Abeba en 1973 : « L'Algérie ne se taira jamais devant l'injustice, qu'elle se manifeste ici ou ailleurs. »

Sous la présidence d'Abdelmadjid Tebboune, cette tradition a retrouvé toute sa force. Dans un contexte international marqué par des changements géopolitiques et des crises régionales, le président Tebboune a réaffirmé l'engagement africain de l'Algérie, plaçant le continent au cœur de sa diplomatie. Ses discours successifs – notamment lors du sommet de l'Union africaine (Addis-Abeba, février 2024) et de la conférence des chefs d'État de la CEN-SAD (Niamey, 2025) – soulignent l'importance pour l'Afrique de s'exprimer d'une seule voix, de défendre ses intérêts collectifs et de rejeter toute forme de tutelle extérieure.

B. Une constance dans la défense des causes africaines

Cette cohérence se manifeste aujourd'hui encore dans les deux dossiers les plus brûlants du continent :

Le Soudan, où Alger appelle sans relâche à un cessez-le-feu durable et à une solution politique inclusive, tout en soutenant les efforts de médiation régionale (Déclaration du ministère algérien des Affaires étrangères, juillet 2024).

Le président Tebboune a personnellement proposé, lors de la Conférence ministérielle africaine sur la paix et la sécurité (Alger, septembre 2024), la création d'un groupe africain de contact permanent sur le Soudan, afin de replacer le règlement du conflit dans un cadre strictement africain.

Le Sahara occidental, où l'Algérie demeure fidèle au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans la Charte de l'Union africaine (article 4) et dans la Résolution 1514 de l'ONU. À plusieurs reprises, le président Tebboune a réaffirmé que « la question sahraouie est une question de décolonisation, non de rivalité régionale » (discours du 5 juillet 2023, fête de l'Indépendance). À travers ces positions, l'Algérie n'agit pas pour des intérêts hégémoniques, mais pour préserver la légitimité du droit international et rappeler que l'Afrique ne doit pas trahir ses propres principes fondateurs.

C. Une voix isolée mais nécessaire

La dernière réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (31 octobre 2025) a illustré cette solitude : alors que la majorité des États membres ont préféré des formulations prudentes, l'Algérie, par la voix de son représentant permanent à l'UA, a plaidé pour :

- la réactivation effective du mécanisme africain de prévention et de résolution des conflits,

- la convocation d'un sommet extraordinaire sur les crises du Soudan et du Sahara occidental,

- et la fin de la dépendance stratégique de l'UA à l'égard de ses partenaires extérieurs.

Ces propositions n'ont pas été accueillies avec enthousiasme, mais elles soulignent l'engagement d'Alger à défendre les intérêts africains sur la scène internationale.

D. L'Afrique doit retrouver l'esprit d'Alger.

L'Afrique doit retrouver l'esprit d'Alger. L'Algérie rappelle à tout le continent qu'il existe une autre voie : celle d'une Afrique libre dans ses choix, souveraine dans ses décisions, et solidaire dans ses luttes. C'est cette voie que les sommets panafricains d'Alger (1969, 1973, 1975) incarnaient déjà, et qu'il est crucial de réinventer aujourd'hui face au néo-colonialisme numérique et financier. Comme l'a si bien dit Abdelaziz Bouteflika à l'ONU en 1974, dans un discours mémorable : « Nous avons conquis notre liberté politique, mais la véritable indépendance commence quand les peuples deviennent maîtres de leur destin. » Aujourd'hui, alors que l'Union africaine semble se perdre dans l'ambiguïté, l'Algérie, sous la présidence de Monsieur Tebboune, reste la conscience géopolitique du continent ; non pas parce qu'elle est sans défaut, mais parce qu'elle se souvient, agit et continue de croire en une Afrique debout.

VII. QUAND LE SILENCE NOURRIT LA VIOLENCE : LA PROLIFÉRATION DES GROUPES ARMÉS EN AFRIQUE

L'inaction prolongée de l'Union africaine face aux crises internes ne se limite pas à un simple échec diplomatique : elle entraîne des conséquences tragiques sur le terrain. Le vide laissé par les institutions légitimes devient rapidement un terreau fertile pour la montée des groupes terroristes, des milices paramilitaires et des mercenaires étrangers. Le silence de l'UA, loin d'être une position neutre, agit comme un véritable catalyseur du désordre en Afrique.

A. Le vide sécuritaire : terreau des groupes armés

Partout où l'Union africaine montre des signes d'hésitation, d'autres acteurs s'imposent par la force. Au Sahel, les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont désorganisé les cadres régionaux de coopération militaire (G5 Sahel, MISMA), laissant place à une mosaïque de forces armées incontrôlées. D'après le Global Terrorism Index 2025 (Institute for Economics and Peace), plus de 45 % des victimes du terrorisme mondial se trouvent aujourd'hui en Afrique subsaharienne, contre 26 % en 2015. Des groupes comme Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM), Boko Haram, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et Al-Shabaab en Somalie étendent leur influence, exploitant la pauvreté, les tensions ethniques et l'absence de gouvernance. Là où l'Union africaine aurait dû intervenir par la médiation, la prévention et l'unification des forces africaines, elle a laissé place à des logiques locales de milicianisation et de fragmentation. En conséquence, le continent est aujourd'hui

quadrillé par plus de 120 groupes armés non étatiques (Small Arms Survey, 2025). Le vide de l'État s'est transformé en une économie de guerre permanente.

B. Le nouveau visage du danger : la privatisation de la guerre

Le silence de l'Afrique a ouvert la voie à de nouvelles formes de conflits. Dans plusieurs régions comme la Libye, le Soudan, la République centrafricaine et le Mozambique, des sociétés militaires privées étrangères opèrent désormais sans véritable contrôle politique africain :

- Le groupe russe Africa Corps (anciennement Wagner) en Libye, au Mali et au Soudan,

- Des entreprises de sécurité turques au Sahel et dans la Corne de l'Afrique,

- Des groupes paramilitaires émiratis ou occidentaux qui agissent sous le prétexte de missions de formation.

Ces acteurs, souvent motivés par des intérêts économiques tels que les mines, les ressources énergétiques et les routes stratégiques, accentuent la dépendance sécuritaire de l'Afrique. Ils transforment des États fragiles en zones d'influence concurrentes, où la souveraineté africaine s'effrite au profit d'une militarisation importée. L'Union africaine, en se contentant d'un rôle de spectatrice, perd non seulement le contrôle politique du continent, mais aussi son autorité morale : celle qui devait garantir que « l'Afrique ne soit plus le champ de bataille des autres ».

C. Le risque d'une contagion continentale

Le terrorisme n'est plus une menace confinée : il se déplace, se réorganise et franchit les frontières. Des régions autrefois épargnées deviennent des cibles.

- En Afrique de l'Ouest, les attaques s'étendent vers le golfe de Guinée (Togo, Bénin, Côte d'Ivoire).

- En Afrique centrale, les incursions armées atteignent désormais le Tchad et le Cameroun.

- En Afrique du Nord, la porosité des frontières sahariennes facilite la reconstitution des réseaux djihadistes transnationaux.

Ce phénomène d'essaimage est aggravé par le désengagement progressif des missions internationales (MINUSMA, Barkhane, etc.) et l'absence d'un dispositif africain coordonné. Comme le souligne l'analyste kényan George Ogola : « Là où l'Union africaine ne parle pas, d'autres prennent la parole. » (African Security Review, vol. 34, 2025)

D. L'urgence d'une doctrine africaine de sécurité collective

Face à la menace grandissante, l'Union africaine doit passer à l'action. Rester silencieux, c'est être complice. Il est crucial de transformer le discours panafricain en actions concrètes : réactiver le Système continental d'alerte rapide et le Conseil de paix et de sécurité avec un mandat clair, relancer la Force africaine en attente, et établir un Centre africain de coordination contre le terrorisme et les menaces hybrides, soutenu par des renseignements régionaux. Sinon, le continent risque de plonger dans un chaos silencieux, avec des frontières qui s'effacent, des États qui se disloquent et une perte de confiance dans les institutions. En Afrique, le silence peut aussi être fatal pour la sécurité.

VIII. CONCLUSION – BRISER LE SILENCE, RETROUVER LA VOIX AFRICAINE

L'Afrique se trouve aujourd'hui à un tournant décisif : entre le confort du silence et le

courage de la parole, entre une dépendance acceptée et une souveraineté revendiquée. Les tragédies qui frappent le continent – du Soudan au Sahel, du Congo au Sahara occidental – ne sont pas seulement des crises locales : elles reflètent une crise morale et politique plus profonde, celle d'une Union africaine qui peine à retrouver son rôle d'antan : la conscience du Sud, le porte-voix des opprimés, l'espoir des peuples. Face à ce vide, quelques nations continuent de porter haut la flamme de la dignité africaine. L'Algérie en est l'une des dernières gardiennes. Sous la direction du président Abdelmadjid Tebboune, la diplomatie algérienne s'efforce de redonner à l'Afrique sa voix, en soulignant que le silence est toujours une forme de défaite. Dans ses discours à l'Union africaine et à l'ONU, le président Tebboune répète inlassablement que « le destin de l'Afrique doit être écrit par les Africains eux-mêmes ». Cette phrase, bien plus qu'un simple slogan, incarne une vision : celle d'un continent qui refuse d'être défini par d'autres et qui aspire à redevenir acteur de son histoire, plutôt que d'être un simple objet des rapports de force mondiaux.

L'Afrique doit s'exprimer avec force, réfléchir avec sagesse et agir de concert. Elle doit renouer avec sa propre voix, celle qu'elle a laissée s'éteindre sous les pressions économiques, les rivalités politiques et les influences extérieures. Il est temps qu'elle retrouve cette parole fondatrice – libre, lucide et unie – qui a fait d'Alger, à une époque, la capitale morale du tiers-monde. Mais pour retrouver sa voix, l'Afrique doit d'abord se redécouvrir, en se reconnectant à sa mémoire, à ses luttes et à ses promesses trahies.

Car une Afrique silencieuse n'est plus un continent : c'est une absence. Une absence de courage, de vision et d'unité. Le silence de l'Union africaine face aux tragédies du Soudan, du Sahara occidental, du Sahel ou de la RDC n'est pas qu'un simple manque de communication : c'est un abandon moral. C'est l'abdication d'une mission historique, celle que les pères fondateurs, de Nkrumah à Ben Bella, avaient gravée dans les esprits : faire de l'Afrique une puissance de paix, de justice et de dignité. En effet, la paix n'est pas juste l'absence de guerre, mais la présence de la parole juste. La justice n'est pas un simple concept, mais un acte. Et la dignité n'est pas un don : c'est une conquête.

L'Afrique doit absolument rompre le cercle du silence, retrouver la voix fondatrice du panafricanisme, et faire entendre un message collectif qui s'oppose aux ingérences, aux dépendances, et à la fragmentation. Elle doit s'exprimer non pas pour se lamenter, mais pour bâtir ; non seulement pour dénoncer, mais pour agir. L'Union africaine doit redevenir ce qu'elle prétend être : le cœur vibrant du continent, et non son écho affaibli. Le moment est venu pour un réveil continental, une renaissance panafricaine qui marie lucidité politique et responsabilité morale. Les peuples africains n'attendent pas des communiqués : ils attendent du courage. Ils n'attendent pas des sessions reportées : ils attendent des décisions. Ils n'attendent pas des discours timides : ils attendent une vision. Et cette vision, l'Algérie la porte encore, parfois seule, mais avec détermination. En rappelant au monde que, dans certaines situations, le silence peut être la pire des violences.

« L'Afrique n'a pas besoin de compassion. Elle a besoin de courage. Et le courage commence par un mot : dire. »

C'est à ce prix - celui de la lucidité, du courage et de la solidarité - que l'Afrique pourra retrouver sa parole, son unité et son destin.

*Professeur - Université de Constantine 2

La révolution agraire Un acte souverain et une réponse idoine de décolonisation de notre agriculture

Par Mahmoud Chabane

Suite et fin

Les pouvoirs publics en charge de la gestion du pays exsangue, transformé en champ de ruines par l'administration coloniale, sollicités de toute part, tant les besoins étaient énormes et les moyens très limités, étaient confrontés à la problématique suivante :

1-comment éviter et juguler les risques d'exodes rural et agricole qui menaçaient la poursuite de l'activité agricole dans nos campagnes en venant gonfler les bidonvilles déjà saturés, tout en faisant attention à ne pas priver le citoyen algérien de son droit à la liberté retrouvée ?

2-comment amener les Algériens déracinés, fort nombreux, à quitter les bidonvilles et les centres de concentration, pour se consacrer au travail de la terre dans des conditions de réinstallation humaines et les réhabiliter dans leur rôle d'acteurs économiques.

3-comment assurer la protection et l'exploitation de l'important potentiel agricole devenu, en vertu du décret de mars 1963, propriété de l'Etat algérien, alors que les moyens : humains d'encadrement, matériels, financiers,..., manquaient cruellement et que les inputs sont dans la quasi-totalité importés de la désormais ex métropole ?

Pour prendre en charge les éléments de la problématique les pouvoirs publics ont dû se résoudre à élaborer et mettre en œuvre des mesures à hauteur des exigences de la situation de notre économie en général et de notre agriculture en particulier. Ces mesures ont fait l'objet d'un programme de développement cohérent formalisé sous la direction du Secrétariat d'Etat à la planification à travers des plans triennal et quadriennaux mis en œuvre durant les années 1960 et 1970. La promulgation de l'ordonnance portant Révolution agraire, faite entre autre, pour compléter le décret instituant l'autogestion, constitue indéniablement l'acte fondateur qui a marqué la rupture définitive avec l'agriculture coloniale et un début de réponse aux légitimes attentes du monde rural qui a grandement souffert de la colonisation.

En adoptant la devise « La terre à ceux qui la travaillent » au titre de laquelle les nationalisations intégrales pour absentéisme furent prononcées par les différents organes d'application de la Révolution agraire, les autorités en responsabilité à l'époque n'ont fait que reprendre une devise qui date du règne de Massinissa fournisseur en blé dur de l'empire Romain. Pour rappel, les premières nationalisations intégrales furent prononcées dès notre indépendance à l'encontre des personnes ayant une attitude indigne à l'égard de notre Révolution de libération nationale. Pour avoir un aperçu sur la portée et le contenu de la Révolution agraire, il m'est apparu utile de rappeler les réalisations engrangées au titre de cet axe de développement intégré de notre pays qui a permis :

- à quelques 100.000 paysans sans terre et de khemas (forme d'esclavage des plus inhumaines) de se libérer des chaînes invisibles qui les aliénaient aux féodaux, de bénéficier d'un emploi agricole permanent et de quitter définitivement leurs misérables taudis pour des logements décentes au niveau des villages agricoles pour y vivre dignement et jouir des bienfaits de l'indépendance ;
- d'engager le monde paysan et tous les secteurs économiques opérant en amont et en aval du secteur agricole à œuvrer pour réaliser les objectifs stratégiques assignés à la Révolution agraire dont la finalité est de réaliser notre indépendance alimentaire pour consolider notre indépendance politique pour laquelle le monde paysan a consenti le lourd tribut ;
- d'élaborer et concrétiser un plan de culture national axé sur la prise en compte de la satisfaction des besoins prioritaires de la population, et l'exploitation rationnelle des potentialités naturelles (terre, eau, génétique,...) que recèle notre pays ;
- de produire, récolter, commercialiser, stocker, transformer.... les produits agricoles es-



Ph: Arch

sentiels pour garantir un approvisionnement régulier et sécurisé de la population et mettre ainsi fin à la sous-alimentation chronique datant de l'époque coloniale, des missions, assurées, tant bien que mal, par un système coopératif de : production et de mise en valeur des terres, services spécialisés, de commercialisation des productions agricoles, d'approvisionnements en intrants, de matériels agricoles ;

- de produire nécessairement les semences, plants, engrais pour se soustraire à la dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale et sécuriser nos approvisionnements en intrants ;

- de produire localement et fournir les engrais, les produits phytosanitaires, les semences, les matériels agricoles (traction, récolte, aratoire, transport, traitement...), construire des barrages hydrauliques, aménager les périmètres irrigués ;

- de commercialiser, stoker et transformer les productions agricoles excédentaires ;

- de mettre en place et d'organiser les services et appuis nécessaires à la réalisation des campagnes agricoles et appuyer à la production par l'affectation de l'encadrement technique, certes quantitativement très limité, opérant dans des instituts spécialisés dédiés à cette mission et un tissu inédit de coopératives de services spécialisées et très décentralisées. Pour pallier la pénurie de cadres nécessaires à l'encadrement technique spécialisé du secteur agricole, une douzaine d'instituts de technologies agricoles (ITMA) implantés à travers le territoire national, l'institut technologie agricole de Mostaganem (ITA), furent créés ;

- de créer une Banque Agricole de Développement Rural et un réseau de Coopératives Agricoles de Gestion et de Comptabilité dédiées spécifiquement au financement et la tenue de la comptabilité des unités de production et de services ;

- à des milliers d'étudiants volontaires de participer à la matérialisation des objectifs stratégiques de cette tâche d'édification nationale en sacrifiant leurs vacances universitaires pour aller retrouver sur le terrain les petits paysans pour les assister dans leurs tâches, s'imprégner des réalités du terrain, et porter les préoccupations de la paysannerie à la connaissance des décideurs ;

- et la liste des réalisations est loin d'être exhaustive.

CAP SUR LE LIBÉRALISME AU NOM DE L'INFITAH

Faut-il le rappeler que notre pays qui ambitionnait de réaliser son indépendance alimentaire malgré les moyens limités dont il disposait durant les années 1960/70 et avait engagé pour ce faire, tous les acteurs économiques concernés par cette noble mission, fut dès le début des années 1980, dévié de cette

trajectoire. Ce changement de cap opéré dès l'entame des années 1980, sous couvert de l'INFITAH, assimilable à une déviance des objectifs clairement définis par le congrès de la Soummam, a marqué le début de l'entreprise de déconstruction de tout ce qui a été réalisé, jusque-là, par les patriotes au prix d'énormes sacrifices consentis, et acté le démantèlement et le transfèrement du patrimoine de l'Etat au profit d'un secteur privé prédateur, insatiable, avide de profits personnels.

Pour la première fois de notre histoire, à titre d'exemple, des oranges ont été importées, pour concurrencer la production nationale. Les conséquences désastreuses multiples et variées, avaient affecté négativement: le moral des producteurs locaux, le niveau des investissements, la place et la réputation qu'avaient nos agrumes sur le marché mondial. Il a marqué aussi, le début du marché informel, l'abandon de certaines productions stratégiques telles : la tomate industrielle, la production de semences, de lait, fourrages, légumes secs,... au profit de cultures spéculatives, et l'installation (durable ?) d'importateurs qui, en plus de contribuer à détruire notre économie productive, ont transformé notre immense pays en poubelle du monde capitaliste pour y déverser leurs rebus. De fourmi laborieuse, notre pays a été transformé, comme par enchantement, en cigale festoyeuse

De même que les opérations engagées au titre de la concrétisation des objectifs assignés à la Révolution Agraire, furent arrêtées et clôturées. La clôture de ces opérations a conduit à l'abandon puis au démantèlement de toutes ces réalisations structurantes destinées pour améliorer les conditions sociales et économiques des fellahs et lutter contre les exodes rural et agricole. Simultanément à la clôture des opérations de la Révolution agraire, les décideurs en charge du secteur agricole avaient engagé une opération dite de restructuration des domaines agricoles autogérés pour les rendre, affirmaient-ils, économiquement viables et humainement maîtrisables.

Cette opération menée tambour battant par un personnel non formé à cette tâche, sans aucune étude ni concertation et que rien ne justifiait, a abouti à une démultiplication des domaines induisant des besoins supplémentaires en encadrement et en matériels que les décideurs n'avaient pas anticipé. Elle est, et c'est le moins que l'on puisse dire, à contresens des objectifs affichés. Il convient de noter que pendant la durée de l'opération, nonobstant les actes répréhensibles de chapardage, de détournement de toute sorte, la production (du fait du manque d'entretien), avait décliné, les investissements arrêtés. Les DAS avaient l'allure de véritables pétaudières.

Certes, le peuple qui a connu, vécu et subi à son corps défendant, les affres du colonialisme, ne mangeait pas de bananes payées par

nos deux grands et infatigables « patriotes » Hassi Messaoud et Hassi R'mel -. Ce n'était pas sa priorité du moment, loin de là. Il avait fait le choix de diriger cette aide précieuse vers le financement des investissements productifs créateurs de richesses partagées.

DÉCRÉTER L'INDÉPENDANCE ALIMENTAIRE CAUSE NATIONALE

Il convient de préciser que la rédaction de cette modeste contribution n'est dictée par le besoin de briser, un tant soit peu, la culture de l'oubli, de dénigrement et de dévalorisation de notre glorieuse Révolution, des hommes qui l'ont faite et des réalisations socio-économiques engrangées par notre pays. Et pour dire aussi ma conviction que la mère des batailles à mener reste incontestablement l'indépendance alimentaire sécurisée qui doit être déclarée cause nationale. Pour ne pas rester dans le narratif et le constat, j'ai souhaité partager les propositions de mesures opérationnelles jugées essentielles, susceptibles d'être, après réflexion et maturation, mises en œuvre :

- Élaborer et mettre en œuvre un plan national de culture axé essentiellement sur la production de produits retenus et reconnus prioritaires, produire les semences et plants des cultures classées stratégiques, l'exploitation rationnelle des potentialités hydro-agricoles ;

- Actionner les leviers dont disposent les pouvoirs publics, en l'occurrence l'eau, la terre, la réglementation, le financement, l'assistance technique pour amener les producteurs à adhérer et être partie prenante de ce plan de production d'intérêt général ;

- Revoir le système des subventions directes dont l'efficacité est sujette à caution, souvent détournées de leur destination initiale et décriées car ne profitant pas aux petits paysans, pour privilégier les aides indirectes sous formes d'assistance technique et scientifique, de travaux de laboratoire, d'études, de formation, de garanties de l'Etat, couverture sociale pour les producteurs engagés au titre du plan national de culture ;

- Décréter la pomme de terre produit stratégique d'intérêt national au même titre que les céréales pour bénéficier des mêmes traitements et avantages de protection. Pour prendre en charge, en amont et en aval, le programme pomme de terre, les producteurs devront constituer des coopératives d'entraide et de services au niveau local avec lesquelles les pouvoirs publics dialogueront, via une union des coopératives, sur tout ce qui a trait à ce programme. Toutefois, force est d'admettre que ce socle de mesures structurelles peuvent s'avérer insuffisantes, si toutefois les mesures d'accompagnement en direction : des producteurs-acteurs du plan de production national qui doivent être motivés, d'un système coopératif d'entraide paysanne adapté pour jouer, entre autre, un rôle d'interface entre les producteurs et les services publics, ne sont pas prises. Il s'agira aussi de mettre en place un réseau de laboratoires agro-pédologiques, et d'un système de suivi et d'assistance techniques par un personnel formé pour prendre en charge les préoccupations des producteurs. Il va s'en dire que la refonte du système « statistiques agricoles » est à inscrire parmi les priorités en vue de donner aux planificateurs et aux décideurs des outils d'aide à la décision fiables.

La mobilisation des moyens de la nation en vue de réaliser dans les délais les plus raisonnables de notre indépendance alimentaire sécurisée, nous est dictée par notre histoire récente et la nécessité de mettre notre souveraineté à l'abri des dangers qui planent, telle une épée de Damoclès, sur nos approvisionnements en produits alimentaires de base et en intrants agricoles. Aujourd'hui, l'indépendance alimentaire sécurisée est plus que jamais d'actualité et s'impose comme urgence nationale. C'est là la meilleure façon de rendre hommage et d'honorer nos martyrs et de renforcer notre indépendance. C'était là le vrai sens et la raison d'être de la Révolution Agraire.

*Main basse sur l'Algérie- enquête sur le pillage
Algérie 1830, édition CHIHAB, Alger 2005.

*Agronome



Equipe nationale
**Vladimir Petkovic
affine ses choix
avant la liste finale
pour la CAN**

M. Zeggai

Un mois du début de la pro chaine CAN, le sélection neur national, Vladimir Petkovic, compte exploiter le prochain regroupement avant d'arrêter la liste définitive des joueurs qui auront l'honneur de défendre les couleurs nationales lors du prochain rendez-vous continental. Pour cela, le coach national a convoqué 27 éléments en prévision des deux prochains matches amicaux contre le Zimbabwe, le 13 novembre, et l'Arabie Saoudite le 18 du même mois à Djeddah. Comme à l'accoutumée, cette liste, marquée par le retour de Bennacer, la présence d'un seul joueur local, Belaid (JSK), des nouveaux Titraoui et Benkara et six absences, a suscité de nombreuses interrogations. Certains observateurs ont été surtout surpris par le retour de Zerrouki et Tougai, tandis que d'autres s'étonnent de la mise à l'écart de joueurs performants dans leurs équipes respectives à l'image surtout des Touba, Bouanani et Abdelli pour ne citer que ceux-là. Aussi, la liste des absents continue d'alimenter les débats et les questionnements.

A notre humble avis, le sélectionneur national reste le mieux placé pour faire ses choix, en fonction du projet de jeu qu'il souhaite instaurer pour atteindre les objectifs fixés. Pour l'entraîneur national, rien n'est encore décidé dans la hiérarchie des Verts. Vladimir Petkovic, conscient qu'il est attendu au tournant, sait qu'il n'a pas droit à l'erreur. Son objectif est de continuer à élargir la concurrence avant la CAN tout en essayant de nouveaux profils capables d'apporter fraîcheur et variété dans le jeu des Fennecs. Il a d'ailleurs tenu à observer de près certains revenants qu'il connaît bien pour tester de nouvelles options tactiques afin de trouver le juste équilibre du groupe.

**ABDELLI ET TOUBA:
DES ABSENCES
QUI INTERROGENT SUR
LES CHOIX TECHNIQUES**

Le large public algérien s'interroge sur l'absence de Himad Abdelli et Ahmed Touba, considérés comme sélectionnables, au vu de leurs qualités techniques et physiques respectives dans leurs postes. Il convient de préciser que ces deux joueurs n'ont pas bénéficié d'un temps assez suffisant, contrairement à

d'autres, pour permettre une évaluation précise de leur influence sur le rendement collectif. Sans vouloir s'immiscer dans les choix de l'entraîneur national, il paraît toutefois évident, en toute objectivité, que ces deux éléments pourraient apporter une réelle plus-value dans l'animation du jeu ainsi que dans l'efficacité défensive de l'équipe. C'est du moins la réalité du terrain qui le dit.

Abdelli est connu pour sa technique précise et son sens aigu du jeu. Sa maîtrise et son habileté à manœuvrer le ballon ainsi que sa capacité de créer des opportunités pour ses coéquipiers est certainement l'une de ses principales forces. Pour sa part, Touba (Panathinaïkos) est une valeur sûre grâce à sa solidité défensive, sa polyvalence et ses qualités techniques, notamment sa bonne relance, son agressivité dans les duels aériens et au sol. Des atouts qui lui auraient permis d'être dans la liste, selon l'avis de nombreux connaisseurs.

**LES PRÉCISIONS
DE PETKOVIC
À PROPOS DE SA LISTE**

Le coach national a tenu à défendre ses choix, sans toutefois parvenir à convaincre certains observateurs. C'est du moins l'impression générale qui se dégage. Certes, l'entraîneur reste le mieux placé pour établir sa liste et choisir les éléments qui correspondent à sa vision de jeu. Mais il n'en demeure pas moins que certains joueurs convoqués ne semblent pas répondre aux exigences du haut niveau, notamment sur le plan technique. En football, il ne faut jamais l'oublier : c'est le talent qui fait la différence.

En conférence de presse, tenue à la salle «Mohamed Sellah», au stade Nelson-Mandela de Baraki, Petkovic a tenu d'abord de rappeler l'importance des deux prochains

matches amicaux. «En gagnant les matches amicaux, on améliore aussi notre classement FIFA», a-t-il affirmé. A propos de ses choix, il a tenu à souligner que «Benkara et Titraoui sont très jeunes. Je veux donner la possibilité à Benkara de vivre ce que c'est l'équipe nationale. Pour Titraoui, c'est différent : il sait qu'il y a beaucoup de concurrence dans ce secteur de jeu», a-t-il indiqué tout en précisant que cette liste s'inscrit dans une vision à long terme, même si les objectifs immédiats restent les performances à court terme. Les convocations sont la démonstration d'une vision du futur. Il n'y a pas de mises à l'écart, mais des choix qui s'inscrivent dans une vision globale, car le football va très vite.

Concernant les absents, Petkovic dira : «Pour Belaïli, ce n'est pas le seul qui n'a pas été convoqué. Il y a six joueurs absents par rapport au mois d'octobre», a-t-il expliqué, tout en soulignant la volonté d'évaluer d'autres profils avant d'enchaîner : en revanche, pour Zerrouki et Bennacer, il a été catégorique. «Je pense que Zerrouki peut ramener un plus à la sélection. Je veux voir Bennacer travailler et le juger pour l'emmener avec moi. Il n'est pas encore prêt à 100%, mais il a fait de bons matches avec le Dinamo Zagreb», a-t-il conclu.

Pour Abdelli, non retenu pour le prochain stage, Petkovic a évoqué la concurrence pour justifier son choix. Le sélectionneur national a expliqué son choix, tout en réaffirmant sa confiance envers le sociétaire du SCO d'Angers.

«Pour Abdelli, la concurrence est très élevée. Ça fait que trois ou quatre matches qu'il est revenu de blessure. Il a changé aussi son rôle sur le terrain. J'ai préféré faire confiance, mais Abdelli reste un joueur de bon niveau qui doit améliorer son impact et son dynamisme dans le jeu», a-t-il déclaré.

Voici la liste des 27 joueurs convoqués

Gardiens: Luca Zidane (FC Grenade), Guendouz (MCA), Benbot (USMA)

Défenseurs: Bensebaini (Borussia Dortmund), Aït-Nouri (Manchester City), Chergui (FC Paris), Belghali (Hellas Vérone), Mandi (Lille OSC/ France), Hadjam (BSC Young Boys), Dorval (SSC Bari), Benkara (Borussia Dortmund), Belaid (JSK), Tougaï (ES Tunis)

Milieux: Bennacer (Dinamo Zagreb), Titraoui (SC Charleroi), Zerrouki (Twente FC), Boudaoui (OGC Nice), Zorgane (Union Saint-Gilloise), Kebbal (Paris FC), Maza (Bayer Leverkusen), Chaïbi (Eintracht Francfort), aouar (Al-Ittihad Djeddah).

Attaquants: Amoura (VfL Wolfsburg), Mahrez (Al-Ahli SC), Hadj Moussa (Feyenoord), Bounedjah (Al-Shamal SC), Bakrar (Dinamo Zagreb).

**Ligue 1 (11^e journée)
Un derby explosif
et des duels à fort enjeu**

La onzième journée du championnat de cette division débute cet après-midi avec la programmation de quatre matches. Entre un derby très attendu et plusieurs duels à fort enjeu, cette journée s'annonce décisive pour plusieurs équipes en quête de confirmation ou de rachat. Ce sont les retrouvailles entre le CRB et l'USMA qui constituent sans doute l'affiche de ce round. Deux équipes en regain de forme, après avoir enchaîné de bons résultats, vont se retrouver face à face. Les Belouizdadis, selon nos informations, seront au complet notamment dans le compartiment offensif. Leur Ramovic disposera ainsi de toutes ses cartes pour aligner un team à la fois compétitif et équilibré, capable de répondre aux attentes de son nombreux public. A noter qu'à la suite de l'interdiction du déplacement des fans des équipes visiteuses, le derby se déroulera en présence seulement des supporters du Chabab. En face, les Usmistes nourrissent la même ambition : se rapprocher du groupe de tête. Voilà une rencontre passionnante et pleine de suspense entre deux formations qui se connaissent parfaitement. La deuxième empoignade mettra aux prises le MBR, en quête de rachat, désireuse de mettre fin à une série de quatre matches sans la

moindre victoire, et le MCO qui veut confirmer son retour en forme. Les gars de Rouissat bénéficieront de l'avantage du terrain et du soutien du public, mais cela sera-t-il suffisant pour stopper la dynamique du Mouloudia d'Oran ? Réponse à la fin du match. A Sétif, l'Entente, revigorée par son dernier succès à l'extérieur dace à l'ESBA, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Encore plus, l'ESS est condamnée à gagner pour éviter de retomber dans ses travers et surtout pour s'éloigner de la zone rouge. Mais, la tâche ne s'annonce pas aisée devant une équipe de l'Olympique Akbou qui s'est déplacée avec l'intention claire de joueur les trouble-fêtes. Enfin à Khenchela, on aura droit à un match entre deux teams, l'USMK et l'ESM, en quête de régularité. Les «Noir et Blanc» sont dans l'obligation de réagir pour se réconcilier avec un public encore sous le choc après le dernier revers concédé devant le PAC et qui est resté en travers de la gorge des supporters. De son côté, l'ESM, en pleine crise de résultats, marquée par la résiliation du contrat de son entraîneur Nadir Leknaoui. C'est donc un déplacement compliqué pour l'Espérance où l'on annonce l'absence des M'bolhi, Zeffane et Belamri.

M. Zeggai

Aujourd'hui à 14h30			
Alger (5-Juillet):	CRB	-	USMA
Khenchela:	USMK	-	ESM
Ouargla (17 h 00):	MBR	-	MCO
Sétif (18 h 00):	ESS	-	O. Akbou

La vie des clubs

**OOREDOO
SPONSOR OFFICIEL
DU MC ORAN**

Bonne nouvelle pour les fans du Mouloudia d'Oran. En effet, l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo Algérie a conclu un partenariat officiel avec le MCO, devenant ainsi le sponsor officiel du club phare de l'Ouest algérien. La cérémonie de signature s'est tenue au siège central d'Ooredoo à Alger, en présence du Directeur général de l'entreprise, Roni Tohme, et du président du conseil d'administration du MCO, Mohamed Hadjioui. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie de sponsoring sportif engagée par Ooredoo en faveur du développement du sport national et de l'accompagnement des jeunes talents, précise la même source.

**USM HARRACH :
RETOUR
D'ABDERRAHMANE
OSMANE À LA BARRE
TECHNIQUE**

Abderrahmane Osmame est revenu à son ancien club de l'USM Harrach, en remplacement d'Azzedine Aït Djoudi.

Osmane a débuté l'actuel exercice sur le banc de la JS Jijel de voir son contrat résilié. Le nouvel entraîneur sera assisté de l'entraîneur adjoint, Fayçal Larabi, a-t-on précisé.

**JS BORDJ MENAÏEL :
RAHMANI BOUZIANE,
NOUVEL ENTRAÎNEUR**

C'est officiel ! La JS Bordj Menaïel a enregistré le retour du technicien Rahmani Bouziane. Ce dernier a déjà entamé son travail avec sa nouvelle équipe. Rappelons que le coach en question est à son troisième club depuis l'intersaison. Il a commencé avec le WA Tlemcen avant d'atterrir au MCB Oued Sly où il n'a pas tenu longtemps.

**ZAOUÏ SAMIR ATTERRI
À L'USM ANNABA**

Après avoir étudié plusieurs CV, la direction de l'USM Annaba a finalement jeté son dévolu sur Zaoui Samir pour succéder à Rachid Trea, limogé pour insuffisance de résultats. Mission difficile pour le technicien de Chlef puisque les Bônois n'ont pas encore abdiqué à la course à l'accession.

M. Z.

2

09.30 Bel & bien
10.35 Consomag
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.20 13h15, le samedi
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.55 Affaire conclue,...
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal

21.10 N'oubliez pas les paroles



Régulièrement, Nagui convoque quelques-uns des plus grands gagnants de "N'oubliez pas les paroles" pour les inviter à se mesurer les uns aux autres. Le résultat : une compétition de haut vol, où les candidats donnent le meilleur d'eux-mêmes pour décrocher le titre ultime. Tout au long de cette soirée placée sous le signe de la musique, des surprises et des moments hauts en couleur rythment le parcours des chanteurs, qui luttent pied à pied pour parvenir à la dernière marche du podium.

3

09.00 Les Dalton
09.40 Mr Magoo
10.40 Chef pays
11.15 Des régions gourmandes
12.00 Enquêtes de région le mag
12.15 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.30 Samedi d'en rire
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 édition régions
19.15 ICI 19/20
20.28 Saveurs de saison
20.35 Cuisine ouverte

21.10 Mort sur la piste



Alors que la légendaire course des 24 Heures du Mans s'apprête à célébrer son centenaire sous les projecteurs du monde entier, l'effervescence des stands et le vrombissement des moteurs cachent un drame inattendu. À seulement trois jours de l'événement, alors que les premiers essais battent leur plein sur le circuit mythique, un corps est découvert en plein milieu de la piste, stoppant net l'élan des écuries et plongeant l'organisation dans le chaos. La victime, Mathieu Nerval, 24 ans, pilote prometteur de l'écurie ...

4

09.33 Grizzly et les lemmings
09.55 Bluey
10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.50 Manger, bouger, dormir
12.38 Potobot
13.25 Un jour, une question
15.37 Foot 2 rue
16.45 DreamZzz
17.29 Héros à moitié
19.00 Belle et Sébastien, l'aventure continue
20.29 Les as de la jungle à la rescousse
21.00 Consomag

21.05 Logan Lucky



Jimmy Logan (Channing Tatum) enchaîne les coups durs avec une résignation teintée de rage sourde. Ouvrier sur un chantier, il apprend en une seule journée qu'il est licencié pour une blessure au genou – un héritage de sa carrière de footballeur ratée – et que son ex-femme, Bobbie-Jo (Katie Holmes), compte déménager avec leur fille Sadie, le privant des rares moments de bonheur qui lui restent. Le désespoir le pousse vers une solution aussi désespérée qu'audacieuse : retrouver les vieux démons de sa jeunesse, ceux qui l'avaient jadis...
22.55 François Truffaut, le scénario de ma vie

5

09.55 Les Moodz
10.15 SOS animaux orphelins
10.45 Silence, ça pousse !
12.45 Huiles végétales : un marché bouillonnant
13.40 Corée du Sud, de Confucius à Squid Game
14.21 Imprévus
14.40 Tigre de Sibérie, seigneur sans frontières
15.35 Vivre loin du monde
16.25 Thalassa, aventures extrêmes
17.25 C dans l'air
18.55 C à vous
21.05 Echappées belles

arte

TMC

10.05 Cuisines des terroirs
12.05 Mondes sauvages
13.00 Les maîtres des abeilles
15.55 Mondes sauvages
16.50 Invitation au voyage
17.30 Turquie, les chemins de la transhumance
18.05 Inde, la fête des couleurs : Un espoir pour les veuves
18.50 Arte reportage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
23.40 Internet, un géant très vulnérable

10.10 Quotidien
11.55 Une romance de Noël en sucre d'orge
13.35 Un Noël de rêve en Suisse
15.10 Papa par intérim à Noël
16.45 Noël sous un ciel étoilé
18.20 Burger Quiz
21.15 Restos du cœur



CANAL+ CINEMA 21.00

SAUVAGES

Kéria vit à Bornéo avec son père, Mutang, employé par une société occidentale implantée sur place. Cette société, qui exploite des palmiers à huile, perturbe fortement l'écosystème et deux de ses employés tuent un jour une femelle orang-outang, Kéria et Mutang, alors à proximité, recueillent son petit, surnommé Oshii par la jeune fille, après que le petit animal a été éternué. Peu de temps après, Mutang et Kéria reçoivent la visite de cousins originaires d'une tribu de Bornéo, Along Sega et son fils Sélaï. C'est le jeune Sélaï qui aide Kéria à traverser la forêt, alors que celle-ci s'est perdue avec le petit Oshii.



CANAL+ family 20.50

Paddington

Acteur: Hugh Bonneville, Sally Hawkins, Samuel Joslin, Madeleine Harris,...
Montgomery Clyde, un explorateur intrépide, tisse un lien d'amitié avec Lucy et Pastuzo, deux ours parlants originaires du Pérou. Des années plus tard, un orage dévastateur frappe leur forêt, poussant le jeune ours, passionné de marmelade, à quitter son foyer pour se rendre à Londres. À son arrivée dans la métropole, Paddington se retrouve perdu et désorienté, mais il attire rapidement l'attention de la famille Brown, qui le découvre dans une gare. Touchée par sa gentillesse et son charme, Madame Brown (Sally Hawkins) et ses enfants;...



CINE + FRISSE 19.50

LES ENQUÊTES DU DÉPARTEMENT V : DÉLIVRANCE

Acteur: Nikolaj Lie Kaas, Fares Fares, Pål Sverre Hagen, Jacob Lohmann,...
Alors que Morck, surmené, est au repos, Assad est chargé de déchiffrer une lettre qu'un militaire a retrouvée sur une plage. La missive, enfermée depuis longtemps dans une bouteille lancée à la mer, semble très difficile à déchiffrer. Assad demande à Morck de revenir et commence à travailler avec Rose sur la lettre à l'aide d'un logiciel de cryptage. Les premières pistes laissent penser qu'il s'agit d'une affaire d'enlèvement liée à des témoins de Jéhovah.

TÉLÉVISION

TF1

23.40 Vendredi, tout est permis avec Arthur



11.00 Téléshop-samedi
11.45 Petits plats en équilibre
11.50 Les douze coups de midi
12.50 Petits plats en équilibre
13.00 JT 13h
13.40 Grands reportages
16.10 Les Docs du week-end
17.15 Star Academy, la quotidienne
17.55 50mn Inside
20.00 JT 20h
21.00 Rugby : France / Afrique de Sud
22.55 Rugby : L'après-match

Comme d'habitude, le "Vendredi, tout est permis avec Arthur". Et ce ne sont pas les célèbres invités du maître de céans qui diront le contraire, eux que l'animateur fait danser, chanter, mimer, improviser et bien plus encore. Mais puisque le show l'exige, tous se prêtent de bonne grâce aux facéties du vendredi soir, relevant des défis parfois fous, comme par exemple celui du "Décor penché". Les frasques des invités, les fous rires et les dérapages plus ou moins contrôlés sont la matière première de ce rendez-vous qui...

6

21.10 Matlock



10.10 66 minutes : le doc
10.55 66 minutes : grand format



12.45 Le 12.45
13.45 Cauchemar en cuisine
17.30 La roue de la fortune
19.45 Le 19.45
20.35 Scènes de ménages

Saison 1 - Ep 11 : Mensonge et trahison
Alors qu'Olympia se voit confier une affaire d'espionnage industriel dans une startup technologique, Matty est sous pression. Elle doit gérer la colère de Sarah, à son égard ainsi que les soupçons de Shae, qui ne la quitte pas d'une semelle. Tandis que Matty se plaint auprès des ressources humaines d'être harcelée par Shae, celle-ci se rend en Géorgie pour explorer une piste qui pourrait lui en apprendre davantage sur le passé de Matty...

CANAL+

21.06 Le système Victoria



11.54 L'hebd'Hollywood
12.11 Têtâtête(s)
12.26 Le cercle
13.25 Plateau sport
13.30 Football : Premier League
15.35 Journal du foot
15.54 Canal Sport News
16.27 Rugby : Top 14
18.24 Débrief Top 14
18.40 Formule 1 : Grand Prix de Sao Paulo
20.35 30/05/2026
En Route pour Budapest
20.59 Plateau sport

David Kolski (Damien Bonnard), architecte de formation contraint de renoncer à sa passion, supervise un chantier titanesque : la construction d'une tour symbole de pouvoir et de réussite. Mais derrière cette façade de réussite professionnelle se cache une vie personnelle en lambeaux. Séparé de sa compagne, éreinté par des journées interminables et des échanges tendus avec un commanditaire cynique et méprisant, David tente tant bien que mal de préserver les fragments de bonheur qui lui restent.

PLANETE +

TFX

W9

09.40 American Pickers,...
12.45 Mercenaire
14.19 La vengeance d'un roi
15.03 Les six femmes d'Henri VIII
16.06 Secrets de châteaux
17.44 Conquistadors : de la gloire à la décadence
19.24 American Pickers,...



09.05 One Piece
11.34 Top Info
11.40 Cleaners les experts du ménage
18.25 Cleaners les experts du ménage
20.10 Star Academy, la quotidienne
21.10 Chroniques criminelles



10.10 Absolument stars
11.40 Génération Hit machine
12.50 Desperate Housewives
17.30 La petite histoire de France



BOISSONS 19-02 au 20-03
Vous ferez preuve d'une
elle vitalité. Votre bonne
et votre dynamisme seront
catifs.

H	C	R	E	O
---	---	---	---	---

EQUIPUS N° 0416

								← GROUPE VRAIMENT BETE
				←	BETE AUX BOIS	↕	OUI, AINSI SOIT-IL !	
		↑		↑				
		←	INDEFINI ----- DEVANCE L'APPEL		FIN DE GROUPE ----- FROUSSE	→		
							←	PANIER ----- LE PAYS AU COEUR
		←	ARGON ----- DECISIONS	↕	TENUE ----- JEUNE VEDETTE	↕	ECRASANT ----- TOUCHÉE	↕
			↓		↕			
							TOUR ----- PRECHE, PREDICATION	→
		↑						
	↑	REMET A PLUS TARD						
↑						↕		
ENNUYÉ ----- CHAMP			←	ARTICLE ----- GRANDE ECOLE		REPRISE DE FONCTION ----- GRAND FRERE		↑
↓				↓				FROMAGE A TROUS ----- POSSEDE ----- H ₂ O
				↑	ETENDU, GRAND ----- AMI ----- PRONOM	↕		↓
				←				
					↓			
					←	SE MARRENT ----- GRECQUE	→	
	↑						↑	
	ON LUI DOIT LE RESPECT ! ----- EXCEPTÉ	→					POISSON PLAT ----- OBTENU	→

A. Un ragoût peu ragoûtant.
B. Gaillard d'avant.
Ceci dit.
C. Presse.
Régime.
D. Quotidienne en principe chez les routiers.
Composant de l'air.
E. Une affaire au poil.
F. Interne.
G. Produit au rayon.
Contracté des pieds.
Il est pompé, le deuxième pompe !
H. Mot d'addition.
Réjouir.
I. Génies germaniques.
Gaffe !
J. Epinards d'été.

T	R	R	E	N	N	O	S	I	O	P	M	E	E	A
A	U	U	R	E	U	Q	S	U	F	F	O	C	F	R
N	E	S	E	N	I	A	B	U	A	E	N	F	E	I
N	T	E	G	U	O	R	S	U	I	A	I	T	N	E
E	C	S	P	O	R	I	S	R	I	C	T	T	O	H
V	A	I	M	V	N	S	T	L	H	E	N	R	I	C
I	R	O	E	E	E	L	E	N	E	E	R	T	U	
T	T	B	R	T	M	A	T	N	M	I	O	N	A	A
E	I	R	E	O	B	T	O	E	N	N	I	O	I	F
S	S	E	E	T	E	R	S	N	D	A	T	S	T	O
S	T	G	O	S	E	R	O	E	R	A	O	I	I	U
E	E	O	I	G	E	R	L	R	G	U	O	A	N	R
N	F	O	R	V	R	L	E	E	R	T	E	M	I	C
I	N	E	E	E	E	T	S	I	R	O	B	R	E	H
F	B	D	F	E	T	I	S	O	R	E	N	E	G	E

1 A	2 R	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	5	13	1	2	14	10	6	5	
15	1	2	6	7	1	3	7	6	4
7	3	10	6		7		2	4	1
11	4	5	7	14	9	4	4		8
4		5	6		4	5	5	4	
12	8	4	2	1		13		12	15
7	3		4	15	4	2	11	8	4
4	6	2	4		6	7	2		5
	2			2	4	12	8	4	4
15	1	7	9		6	4	4		4
3		2	4	16	4	8	5	4	5
1	12	7	6	7	4	5		14	
9	10	5		11		4	13	10	6
6	8		15	4	9	5	4	8	2
4	5	15	4	2	4		6	6	

SUDOKU N°9415

K	N	O	C	K	O	U	T
M	O	I		H	M		S
I	H		S		V	I	
N	O	N		P	O	I	N
A	L		P	A	R	L	E
U		A	I		N	L	I
D	E	S		P	E	A	G
I	R		P	O		G	
E		C	O	G	N	E	R
R	E	V	E	N	U		O
E	T		T	O		L	I
	A	V	E	N	U	E	S

A	C	H	E	V	E	M	E	N	T
L	E	U	R		M	I	N	E	R
T	U	M	E	F	I	E	S		I
E	X	I	G	E	E		E	U	P
R		D	I		T	R	I	A	L
N	O	E		P	T		G		E
A	D		F	R	E	I	N	T	E
T	E	M	P	O		R	E	E	
I	U	O		L	I	A		S	T
F	R	I	G	O	R	I	S	T	E

FOUILLIS N° 9415:
COURBETTE (Cours - Bête)

8	2	5	9	4	6	1	3	7
6	4	9	3	7	1	8	2	5
1	3	7	5	2	8	9	4	6
3	5	2	8	6	4	7	9	1
9	1	6	2	3	7	4	5	8
4	7	8	1	5	9	2	6	3
7	9	3	4	8	5	6	1	2
2	6	1	7	9	3	5	8	4
5	8	4	6	1	2	3	7	9

CODÉS N° 9414

1	O	2	A	3	P	4	E	5	T	6	S
7	I	8	N	9	R	10	U	11	L	12	M
13	C	14	G	15	D	16	X	17	V	18	B
19		20		21		22		23		24	



10 ERRORS



Bulgarie : six migrants morts dans un accident après une course-poursuite avec la police



Six migrants ont trouvé la mort jeudi soir dans l'est de la Bulgarie après la chute dans un lac de la voiture dans laquelle ils se trouvaient, à l'issue d'une course-poursuite avec la police, a indiqué vendredi à l'AFP un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

«La police a tenté d'arrêter le véhicule une première fois à 21h30, mais le conducteur n'a pas obtempéré», a détaillé un porte-parole de la police, ajoutant que ce premier incident s'était produit à 50 km au sud de la ville de Bourgas.

Deux autres tentatives d'interception ont suivi et, lors de la troisième, à l'entrée de Bourgas, le véhicule a fait une sortie de route et a terminé dans un lac. Outre les six décédés, trois autres migrants ont été blessés et le conducteur, un citoyen roumain, a été interpellé, a précisé le porte-parole du ministère. La nationalité des migrants n'a pas été précisée.

Plusieurs personnes évacuées sur une base militaire près de Washington

Plusieurs personnes ont du recevoir des soins médicaux après la livraison d'un colis suspect contenant de la poudre blanche sur une base militaire américaine près de Washington, ont annoncé jeudi des médias américains.

La Joint Base Andrews, qui héberge notamment l'avion présidentiel Air Force One, a confirmé dans un communiqué transmis aux médias américains que l'ouverture d'un colis «suspect» avait entraîné l'évacuation de certaines zones de la base située dans le Maryland.

«Par précaution, le bâtiment concerné ainsi que le bâtiment adjacent ont été évacués», indique le communiqué relayé par la chaîne CNN. Un porte-parole militaire a déclaré que «plusieurs individus se sont sentis mal» et ont reçu des soins sans être hospitalisés, selon le site d'information Axios.

CNN, citant deux sources anonymes, rapporte que le colis contenait une poudre blanche «inconnue» ainsi que de la «propagande politique», qui est actuellement analysée par les enquêteurs.

La base, située à quelques kilomètres de la capitale américaine.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Liban : la caution de Hannibal Kadhafi réduite pour permettre sa libération



La justice libanaise a drastiquement réduit la caution qu'elle exigeait pour la libération de Hannibal Kadhafi, ce qui devrait lui permettre d'être rapidement libéré, ont indiqué jeudi à l'AFP un responsable judiciaire et son avocat.

Le juge d'instruction avait ordonné le 17 octobre la libération de Hannibal Kadhafi, détenu sans jugement

depuis dix ans, en échange d'une caution de 11 millions de dollars.

Ses avocats avaient contesté ce montant. Jeudi, «le juge d'instruction a décidé de réduire la caution de 11 millions de dollars à 900.000 USD, et de lever l'interdiction de voyage», a indiqué un responsable judiciaire qui a requis l'anonymat.

Les autorités libanaises qui avaient arrêté Hannibal Kadhafi en 2015 l'accusaient d'avoir dissimulé des informations sur la disparition du dirigeant chiite libanais Moussa Sadr en Libye en 1978, dont ils accusent son père. Hannibal, aujourd'hui âgé de 49 ans, avait deux ans à l'époque. L'affaire a empoisonné les relations entre les deux pays.

Le Conseil de sécurité de l'ONU lève ses sanctions contre le président syrien



Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions jeudi contre le président syrien par intérim Ahmad al-Chareh, un geste symbolique salué par la Syrie à quelques jours d'une visite historique de l'ancien djihadiste à la Maison blanche. La résolution préparée par les Etats-Unis, adoptée par 14 voix pour et une abstention (Chine), enlève Ahmad al-Chareh et son ministre de l'Intérieur Anas Khattab de la liste des sanctions visant individus et groupes liés aux groupes Etat islamique et Al-Qaïda, soumis à une interdiction de voyage, un gel des avoirs et un embargo sur les armes. Elle salue notamment les engagements des nouvelles autorités syriennes arrivées au pouvoir après le renversement de Bachar al-Assad à «lutter contre le terrorisme, y compris les combattants terroristes étrangers», al-Qaïda, EI et groupes affiliés.

Cinq morts dans des tirs à la frontière Afghanistan/ Pakistan, malgré une trêve

Cinq personnes ont été tuées jeudi dans des tirs à la frontière entre Afghanistan et Pakistan que chaque pays a imputés à l'autre, au moment où ils tentent pourtant de concrétiser une trêve qui avait ramené le calme dans la région. D'après Islamabad, ce cessez-le-feu est «intact», bien que le gouvernement taliban a fait état de brefs tirs dans l'après-midi à Spin Boldak, ville afghane accolée à la frontière.

«Alors qu'un troisième cycle de négociations avec la partie pakistanaise a débuté à Istanbul, malheureusement les forces pakistanaises ont de nouveau ouvert le feu sur Spin Boldak», a accusé Zabihullah Mujahid, porte-parole du gouvernement taliban.

Kaboul «n'a pas encore riposté, par respect pour l'équipe de négociateurs et pour empêcher la perte de vies civiles», a-t-il poursuivi, dans un communiqué.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UN CENTRE DE SANTÉ ET UNE VÉRITÉ HEUREUSE

L'abond est à la limite d'une satisfaction époustouflante.

L'ordre et le sérieux du centre de santé en question, à l'angle d'une ruelle presque invisible, qu'accompagnent une prise de conscience et un sens de la responsabilité feraient pâlir la plus chiche des cliniques privées. Tout y est et tout y est ordonné avec un évident doigté. Le cadre impose le respect et valorise la représentation du malade et renforce sa dignité. D'autres témoignages de la rigueur et du bon suivi du centre

sont placardés sur un grand tableau où des notes de service démontrent de quoi et par qui il est entretenu.

L'accueil des malades, la diligence du personnel, le moderne matériel fonctionnel en règle laissent deviner et entrevoir un superbe travail dans l'ombre et surtout forcer à une nette et tranchante réconciliation avec la santé du pays.

Les anciennes appréhensions, difficiles à supporter, se dissipent dès l'entrée pour qu'une heureuse prise en charge soit annoncée. On se rend compte alors, avec surprise, que l'on est loin du spectacle donné par des malades gisant par terre et des ambiances et du brouhaha amplifiés de bain maure pour signifier un éventuel rapprochement du malade avec l'éventualité de la mort.